

l'Anticapitaliste

n°357 | 3 novembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



LA VRAIE 'JUNGLE' C'EST CE SYSTÈME

DE CALAIS À PARIS SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

Dossier

**ÉLECTIONS
AUX USA**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Il s'y voit déjà...

Page 2

PREMIER PLAN

Turquie: le coup d'État est
défait, vive le coup d'État!

Page 2



ACTU SOCIALE

I-Télé: avec les salariéEs en grève
contre Bolloré et ses sbires

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gilles Bombard de la
CGT McDonald's Paris Île-de-France

Page 12



Par GALIA TRÉPÈRE

Il s'y voit déjà...

Le lendemain de ses propos indignés – de la «colère», de la «honte» – au sujet du livre d'entretiens de François Hollande, Manuel Valls s'envolait pour l'Afrique. Un voyage de quatre jours au Togo, au Ghana, qui s'est achevé dimanche en Côte d'Ivoire... le jour même du référendum que le dictateur Ouattara avait programmé pour faire plébisciter une constitution qui conforte son pouvoir personnel et qui est remise en cause par de très nombreux opposants. En revanche, Valls a soigneusement évité le Gabon, où l'élection de Bongo fils a été violemment contestée par une partie de la population. Émoustillé par la perspective – rendue plausible par les frasques de Hollande – de devenir le candidat du PS à la présidentielle, Valls cherche à se donner une stature internationale de chef d'État. Il se rend en Afrique et multiplie les grands discours sur «le continent d'avenir». Il assure que «tout cela [la Françafrique] est derrière nous», que «la démocratie s'installe progressivement»... Quel cynisme quand, en Côte d'Ivoire, des centaines d'opposants politiques croupissent dans les prisons, quand des responsables de massacres de 2010-2011 sont impunis; quand, au Ghana, les manifestants sont réprimés à coups de balles réelles; quand, au Gabon, principalement dans l'intérêt de Total, les troupes françaises soutiennent Bongo fils, dont la réélection a été assurée par des fraudes électorales massives... Les multinationales françaises sont concurrencées par leurs rivales étatsuniennes ou chinoises, mais ce sont essentiellement elles qui font main basse sur les marchés publics et les entreprises récemment privatisées dans leur pré carré africain. C'est en représentant de leurs intérêts que Valls s'est donc rendu en Afrique, qu'il a visité les casernes des troupes françaises au Ghana et en Côte d'Ivoire, au mépris de la plus grande partie des populations qui luttent pour leur survie, qui subissent une exploitation et une oppression terribles. Peu lui importe. Il rêve de devenir le responsable en chef de l'impérialisme français, entièrement dévoué aux intérêts des Bolloré, Delmas, Eiffage, Orange, Total, Thalès, les vrais maîtres de la Françafrique.

BIEN DIT

Dès le début, le traitement judiciaire de la mort d'Adama Traoré aura connu des dysfonctionnements, utiles pour disculper les gendarmes et écarter toute responsabilité de l'institution. Le procureur Yves Jannier, n'a eu de cesse de mentir, obstruant toute contestation en occultant délibérément les éléments les plus importants permettant de comprendre la mort d'Adama. Ses efforts l'ont dernièrement conduit à la mutation mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette décision. Le dépaysement de l'instruction à Paris doit nous mobiliser davantage. Nous exigeons la mise en examen des gendarmes et la vérité sur cette journée tragique. Nous pourrions alors faire notre deuil.

Communiqué de l'association JUSTICE POUR ADAMA appelant à une grande marche samedi 5 novembre pour obtenir la vérité et la justice.

À la Une

La vraie "jungle", c'est ce système Solidarité avec les migrantEs

Présentée comme une «mise à l'abri» humanitaire, la destruction du bidonville de Calais ne règle en rien la situation de milliers de migrantEs...

Dispersés sur le territoire, hébergés pour quatre mois dans des centres d'accueil et d'orientation, ou contraints de retourner à la clandestinité... Les rafles et les pelleuses, à Paris comme à Calais, ne pourront rien face à la volonté irrépressible de circuler et de s'installer.

Retour sur un démantèlement «humanitaire»

Indécemment conçue et mise en scène telle une grande rencontre sportive ou musicale, les organisateurs préfectoraux de la destruction de la «jungle» de Calais se félicitaient d'avoir attribué plus de mille accréditations aux médias du monde entier, soit plus que pour le festival de Cannes... Dès lundi 24 octobre, les migrantEs médusés ont vu des équipes télé, des photographes, des journalistes, accompagnés de gardes du corps, arpenter leurs ruelles en quête de frissons. Il leur faudra attendre mardi après-midi pour immortaliser l'héroïne du jour, la préfète Fabienne Buccio, entourée d'un escadron de flics et de gendarmes, survolée par un hélicoptère, venue siffler le début des travaux de démolition. Simultanément, les premières incendies embrasèrent le campement. Notre préfète ethnologue expliquait alors que c'était «une tradition chez les Afghans lorsqu'ils quittaient leur maison»... Les «incendiaires» nous ont donné une toute autre version: l'expression d'un dernier acte de dignité et de rage... de ne pas laisser aux flics et à leurs pelleuses la joie de détruire leurs habitations. Préférant la fuite, notre préfète se gardera bien d'aller à la rencontre de la manifestation surprise menée par une cinquantaine de jeunes femmes érythréennes, bientôt rejointes par d'autres, qui a parcouru le campement jusqu'au terminal de départ des cars, protestant contre les



conditions indignes du démantèlement, contre la situation faite aux femmes migrantes et aux enfants.

Le traitement répugnant réservé aux mineurs

Résignés plus que convaincus, hésitants, par petits groupes, les habitantEs du bidonville ont rejoint les cars pour une vague destination... «C'est mieux d'accepter la Bretagne ou l'Alsace? L'Auvergne ou les Pyrénées? La Provence c'est raciste? Les «dublinés» vont-ils être expulsés? Les procédures de demande d'asile entamées à Calais vont-elles suivre ou faudra-t-il tout recommencer à zéro?»...

Entassés dans des containers sordides au milieu des débris d'une ville qu'on vient de raser (y compris les écoles de fortune animées par des bénévoles), fuyant une zone cauchemardesque pour un

nouveau campement discret, ou s'installant épuisés dans un parc du centre-ville, 1500 à 2000 «bambinos» (c'est comme ça qu'on les appelle) sont laissés à l'abandon ou presque. Les plus «chanceux» – quelques centaines? – pourront peut-être rejoindre leurs familles en Grande-Bretagne, c'est du moins ce que prétendent les autorités. Sélectionnés comme du bétail par des équipes de flics français et britanniques pour déterminer arbitrairement leur âge (on parle même d'analyses dentaires pour l'entrée au Royaume-Uni...), qu'advient-il des «recalés»?

Et maintenant, faire échec aux manifestations racistes, développer la solidarité

Comme on pouvait s'y attendre, et contrairement aux affirmations d'Emmanuelle Cosse, des centaines

de réfugiés chassés de Calais sont aujourd'hui de retour sur Paris et viennent grossir les rangs des campements de Jaurès, Flandres et quai de Jemmapes. Fort de ce qu'il prétend être un succès (!), le gouvernement entend récidiver en détruisant les camps parisiens où «résident» plus de 2500 personnes, alors que la capacité d'accueil du futur CAO situé porte de la Chapelle n'est que de quelques centaines de places...

Face à cette nouvelle menace de dispersion, invisibilisation nous devons exiger avec les réfugiés l'accès immédiat à un toit pour touTEs, l'arrêt des contrôles et des brutalités policières, la régularisation de tous les sans-papiers, l'ouverture des frontières et le droit à l'installation.

Les 450 CAO répartis sur l'ensemble du territoire sont autant de lieux propices à une intervention anti-raciste concrète: pour y rencontrer les migrantEs, veiller avec eux au suivi de leurs dossiers, construire des passerelles avec la population, et organiser la riposte aux mobilisations hostiles. En quelques semaines, une quinzaine d'initiatives du F-Haine et des identitaires ont été mise en échec par la mobilisation...

Le vent est en train de tourner, sachons en profiter!

Alain Pajolat

TURQUIE

Le coup d'État est défait, vive le coup d'État!

La vague de répression amorcée dans le cadre de l'état d'urgence décrété à la suite de la tentative de coup d'État du 15 juillet semble loin de s'apaiser. Les événements survenus ces derniers jours illustrent bien le caractère dictatorial qu'Erdogan entend donner à son régime et qui ne diffère qu'imperceptiblement de ce qu'un putsch militaire aurait pu réaliser.

Selon les décrets publiés dans la soirée du samedi 29 octobre, plus de 10 000 employéEs de la fonction publique et de divers ministères ont été limogés et une quinzaine de médias, dont la plupart liée au mouvement kurde, ont été fermés.

Parmi les 1260 universitaires exclus dans le cadre du décret figurent des signataires de la pétition pour la paix et des membres du syndicat de gauche Egitim-Sen. Le décret annonce aussi la suppression des élections de recteurs dans les universités (qui n'avaient

d'ailleurs qu'une importance consultative), recteurs qui seront désormais nommé directement par Erdogan. Le nombre total de personnes démis de leurs fonctions dans le public (et interdit d'y retravailler) s'élève ainsi à 70 000 et ceux qui sont suspendus, 93 000. Les arrestations ont atteint le chiffre de 35 000 et les gardes à vue 50 000.

Le peuple kurde dans le collimateur

Le lendemain, les maires de Diyarbakir, la plus importante ville kurde,

Gultan Kisanak et Firat Anli, de même que l'ancienne députée du Parti des régions démocratiques (parti frère du HDP dans le Kurdistan Turc) Ayla Akat Ata, placés en garde à vue depuis plusieurs jours, ont été arrêtés sous l'accusation d'être «membre de l'organisation terroriste PKK».

Légitimant toutes ses mesures autoritaires par la «volonté nationale», le régime Erdogan n'avait déjà pas hésité, il y a plus d'un mois, à démettre de leurs fonctions plus d'une vingtaine de maires des municipalités kurdes, désignant à leurs places de

nouveaux administrateurs – inutile de le préciser – partisans de l'AKP (le parti d'Erdogan au pouvoir), attestant ainsi que la volonté nationale n'incluait pas celle du peuple kurde, mais s'identifiait directement avec celle du «Duce» d'Ankara. Le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, a déclaré récemment qu'en désignant comme terroriste tous ceux qui refusaient de voir en Erdogan «leur sultan», l'État turc prenait désormais la forme d'un «État fasciste hitlérien» tandis que Kilicdaroglu, le leader du parti d'opposition républicain

Un monde à changer

PAUVROPHOBIE. Le nombre d'expulsions locatives, opérées avec l'intervention des « forces de l'ordre », c'est-à-dire de la police, a bondi de 24% en 2015 pour s'établir à 14 363. Un « sombre record », alors que ce nombre était « relativement stable depuis dix ans », a annoncé récemment la Fondation Abbé-Pierre. « Ces chiffres alarmants sont la conséquence de la hausse des loyers dans le parc privé, mais aussi dans le parc social », estime aussi la fondation dans un communiqué. Pourtant, les expulsions réalisées avec le concours de la police ne constituent qu'une minorité des expulsions : de nombreux locataires partent sans attendre les forces de police. En 2015, 132 196 décisions de justice prononçant une expulsion ont été prises. La fondation s'indigne que les personnes reconnues prioritaires au titre du droit au logement opposable (Dalo) soient également expulsées : l'État viole les instructions qu'il a lui-même édictées, laissant les préfets expulser les ménages

pourtant prioritaires pour un relogement... Cela n'empêche pas le gouvernement de programmer une nouvelle baisse des APL. 3,8 millions de personnes sont mal logées et 12 millions de personnes sont fragilisées par la crise du logement, mais ce gouvernement, pour compenser ses largesses envers les patrons, est toujours en quête d'économies sur le dos des plus modestes. L'association ATD Quart Monde dénonce la « *pauvrophobie* », ou rejet du pauvre. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'installerait dans la société. Ce constat n'est pas faux, mais la première des pauvrophobies est celle de l'État et des élus qui rabotent les budgets consacrés aux personnes en difficulté, complexifient l'accès à certains dispositifs d'aide, et tendent à rejeter sur eux toute la responsabilité de leur situation. *Daniel Blake*, le personnage du dernier film de Ken Loach, est donc aussi français!

CHÔMAGE Arrêter les cadeaux aux patrons

En septembre, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité a donc reculé de 66 300. Du coup, immédiatement, François Hollande y a été de son couplet d'autosatisfaction : « Ces résultats sont le fruit de l'action engagée par le gouvernement à travers le pacte de responsabilité », s'est-il félicité, citant pêle-mêle une série de mesures : emplois d'avenir (contrats subventionnés), plan de 500 000 formations, aide à l'embauche pour les PME, etc. On remarquera que le président n'a pas jugé utile de citer les milliards du CICE... Il est vrai que des rapports récents, pourtant commandités par le gouvernement, ont réduit à zéro ou presque l'impact de ladite mesure. Quant aux 800 000 recrutements que Hollande attribue à son aide aux PME, ils incluent surtout des recrutements qui auraient eu lieu de toute manière!

Un peu moins de chômeurs, plus de précaires...

66 300 chômeurs en moins le mois dernier, mais il en reste 3 746 500 dans la catégorie A ! Par contre, le nombre de personnes qui cherchent un emploi mais sont en « activité réduite », augmentent lui de 1,4 %. Au total, avec l'ensemble des chômeurs, cela fait donc 5 781 000 personnes. De

Après une augmentation de 50 200 en août, le nombre des chômeurs totaux a reculé de 66 300 en septembre selon les statistiques de Pôle Emploi. Mais il reste environ 6 millions de chômeurs. Il faut en finir avec les cadeaux inutiles et coûteux aux patrons.



plus, le nombre de chômeurs en formation augmente aussi (et qui sortent donc des statistiques...). Donc, pour résumer, un peu moins de chômeurs totaux... et plus de précaires et de personnes envoyées dans des formations plus ou moins utiles ! Vraiment pas de

quoi pavoiser pour ces chiffres du mois de septembre... Les dernières estimations de la croissance française (1,2% ou 1,3% de progression pour 2016, soit moins que les 1,5% annoncés par le gouvernement) n'annoncent en fait rien de bon. Tout au plus, jusqu'à la

présidentielle, va-t-on enregistrer une lente et très limitée baisse du nombre de chômeurs totaux, ce qui permettra tout de même au candidat du PS de pavoiser.

Une autre politique est possible

Pour sa part, le NPA avance une autre orientation pour en finir réellement avec le chômage : interdiction des licenciements, arrêt des suppressions d'emplois dans les services publics et embauches dans les emplois publics utiles, en premier lieu les hôpitaux et l'éducation (grâce à l'argent récupéré sur le CICE et aux baisses de cotisations employeurs), partage du travail, moyens pour la prise en charge des jeunes en difficulté par l'éducation nationale... Ainsi, avec les 20 milliards d'euros que les entreprises vont toucher en 2017 au titre du CICE, il serait possible de créer directement dans les services publics environ 600 000 emplois rémunérés à 1500 euros nets. Il faut donc arrêter de déverser inutilement de l'argent sur les patrons et engager une autre politique, vraiment ! C'est cela que Philippe Poutou défend dans sa campagne. **Henri Wilno**

CHP optait pour une comparaison historique avec le « régime Baath ».

Journalistes en prison, médias fermés...

Lundi 31 octobre au matin, au moment où ces lignes sont écrites, c'est au tour du principal quotidien d'opposition *Cumhuriyet* (« République ») de centre gauche d'être frappé par la répression. 13 mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre de responsables, journalistes et caricaturiste du quotidien, et 10 d'entre eux ont été placés en garde à vue après des perquisitions à leurs domiciles. Ces derniers sont suspectés d'« avoir commis des crimes au nom du PKK et de l'organisation terroriste fethullahiste (accusée d'avoir dirigé la tentative de putsch) sans être membre de ces organisations ».

En révélant il y a plus d'un an les images de la livraison d'armes faite aux djihadistes en Syrie par les

services de renseignement turcs, le quotidien s'était attiré les foudres d'Erdogan. Le nombre de journalistes en prison a ainsi dépassé les 130, tandis que plus de 2300 ont perdu leur travail à la suite de la fermeture de plusieurs dizaines de chaînes de télévision et de journaux, dont plusieurs de l'opposition kurde et de la gauche radicale.

Les loups sont entrés dans Ankara...

Toutes ces mesures répressives visant à anéantir la moindre possibilité d'opposition au régime sont accompagnées, au niveau de la politique institutionnelle, d'un rapprochement avec l'extrême droite du MHP (« les Loups gris »), concernant principalement l'instauration du système présidentiel souhaité par Erdogan depuis belle lurette ainsi que le rétablissement de la peine de mort.



Lundi 31 octobre, des journalistes de *Cumhuriyet* devant le siège de leur journal réprimé. DR

Cela se déroule sur fond de tam-tam de guerre en Syrie, profitant des opérations anti-Daesh afin de contrecarrer l'avancée des combattants kurdes des YPG à sa frontière. Et en Irak, même si Ankara n'a pas obtenu le feu vert des puissances

occidentales pour y participer, le pouvoir souhaite « récupérer Mossoul » dans le cadre d'un fantasme expansionniste confessionnel néo-ottoman. Un avenir bien lugubre, donc. **D'Istanbul, Uraz Aydın**

Le chiffre Cinq sur six

D'après un rapport de l'Unicef (l'organisation de l'ONU en charge de l'enfance), cinq enfants sur six âgés de moins de deux ans ne consomment pas suffisamment d'aliments nutritifs pour leur âge, ce qui les prive de l'énergie et des nutriments dont ils ont besoin au stade le plus décisif de leur développement physique et cognitif. Une meilleure nutrition chez les jeunes enfants permettrait de sauver 100 000 vies par an.



Agenda

Samedi 5 novembre, marche pour Adama Traoré, Paris. À 13 h, grande marche au départ de Châtelet. À 16 h, meeting place de la République.

Samedi 5 novembre, fête du NPA 69, Vénissieux. À partir de 15 h, débats, projections, concert... À 19 h, meeting avec Philippe Poutou. Salle Joliot-Curie.

Samedi 5 novembre, fête du NPA 33, Cenon. À partir de 14 h, débats, projections, dédicaces à la librairie, expositions, concert, banquet... À 19 h, allocution d'Yvan Lemaître. Salle Victor-Hugo.

Judi 10 novembre, réunion publique NPA – Alternative libertaire, Grenoble. « L'austérité ne se gère pas, elle se combat », à 20 h à MDH centre-ville, 2, rue du Vieux-Temple.

Vendredi 11 novembre, journée anti-guerre et anti-impérialiste, Louviers. À partir de 11 h, chants, repas partagé et débat. Programme : <https://npa2009.org/evnement/louviers-11-novembre-anti-guerre-et-anti-imperialiste>

NO COMMENT
Oui aux crèches,
non aux djellabas.
Oui aux cloches, non
aux muezzins...

PHILIPPE DE VILLIERS, dans un entretien au *Figaro* dimanche 30 octobre, pour défendre l'installation des crèches de Noël dans les lieux publics...

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FN « L'argent n'a pas d'odeur »



Rencontre au sommet entre la dirigeante islamophobe et le grand imam d'Al-Azhar... DR

Au Front national, on connaît bien ce vieil adage, et on l'applique volontiers en cherchant des donateurs à l'international... Des relations de type financier qui se combinent parfois avec des sympathies politiques ou des parentés idéologiques.

Ainsi lorsqu'en 2014, le FN reçut un crédit à hauteur de neuf millions d'euros par une banque russe (probablement précédé par un contact direct avec le Kremlin, Marine Le Pen s'étant rendue à Moscou), il ne s'agissait pas que d'une pure affaire financière. Les sympathies de la direction du FN pour le régime de Vladimir Poutine étaient et sont toujours de notoriété publique...

Aujourd'hui, les nouveaux « amis » du FN se situent plutôt du côté du golfe Arabo-Persique, et plus exactement aux Émirats arabes unis, une fédération de sept monarchies riches de la rente pétrolière. Selon des révélations publiées par *Mediapart*, le FN miserait aujourd'hui sur un financement émirati en vue des campagnes électorales de 2017. En effet, le parti d'extrême droite manque encore d'argent : il aurait besoin de 12 millions d'euros, dont seuls quatre à six millions lui seraient d'ores et déjà acquis. Les banques françaises ne semblent toujours pas prêtes à renflouer le FN par des crédits à hauteur de plusieurs millions, ce dont sa direction se plaint amèrement.

Mais l'affaire n'a pas que pécuniaire. Les Émirats auraient, en effet, à la fois rendu politiquement possible et financé le voyage de Marine Le Pen au Caire, voyage réalisé fin mai 2015. La fédération de monarchies est l'un des principaux financiers du régime dirigé par les militaires, arrivé au pouvoir en juillet 2013 suite à l'éviction du gouvernement des Frères musulmans. Marine Le Pen y avait alors rencontré un responsable de l'université d'Al-Azhar, une institution de l'islam sunnite conservateur, et en avait fait grand cas publiquement. Et l'on apprend aujourd'hui qu'elle aurait même rencontré le dictateur, pardon le président Abdelfattah al-Sissi lui-même (dont le régime est responsable de plus de 550 « disparus » en un an selon Amnesty international), ce qui n'avait pas été rendu public à l'époque.

L'Égypte comme modèle répressif

Aux yeux du FN, l'intérêt du régime égyptien réside précisément dans sa répression sans faille, officiellement dirigée contre les islamistes, mais qui se déploie en réalité tous azimuts. Par ailleurs, l'Égypte vient aussi d'adopter en octobre 2016 une loi dure contre l'« émigration illégale ».

À l'instar du secrétaire général Nicolas Bay, les dirigeants du FN justifient ces relations dans les médias, tout en démentant mollement leur dimension financière : « Il y a une différence fondamentale entre le Qatar [pays dont l'influence réelle ou prétendue est vivement dénoncée par le FN] et les Émirats arabes unis. Les Émirats combattent l'islamisme radical, le Qatar soutient et finance les factions islamistes. »

En réalité, le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite partagent tous un même modèle de société, fondé sur un système féodal, l'exploitation de l'immigration de travail (surtout asiatique) et un islam d'État réactionnaire. Mais les trois régimes se livrent une concurrence exacerbée. Il est vrai que le Qatar avait un temps misé sur les Frères musulmans, alors que le régime saoudien soutenait plutôt des courants salafistes, dont plusieurs sont aujourd'hui en Égypte plus proche du régime actuel que de leurs rivaux « fréristes ». Mais les trois pays ont largement soutenu le putsch (de fait) d'al-Sissi en Égypte...

Bertold du Ryon

POLICE Attention danger!

POLICIERS: LE GOUVERNEMENT DÉBLOQUE UNE ENVELOPPE DE 250 MILLIONS...



Des revendications portées par des moyens illégaux, gagnées sur un gouvernement paniqué et des syndicats illégitimes... Il y a danger!

Les policiers hors la loi réclamaient beaucoup, ils ont obtenu beaucoup! En déclarant la guerre sur le territoire national, le gouvernement a de fait autorisé une surenchère de revendications à caractère militaire.

Des revendications en grande partie satisfaites

Malgré la récente réforme de la légitime défense de juin 2016, les policiers en réclament une nouvelle

qui leur donnerait les mêmes droits que les gendarmes, notamment celui de tirer après sommation dans des situations assez larges. Le gouvernement leur promet donc, dès novembre, le passage à l'Assemblée nationale d'une nouvelle réforme portant sur la présomption de la légitime défense.

Ils exigent ainsi une loi légitimant l'impunité, car, de fait, les policiers ne sont jamais condamnés lorsqu'il y a un mort d'homme. Une loi qui leur permettrait de tirer les premiers mais surtout de ne pas avoir l'obligation de rendre de comptes. Une police au-dessus des lois.

Accentuant le militarisation, l'arsenal policier aujourd'hui, notamment avec les fusils d'assaut HKG36 et les nouveaux lanceurs de balles, s'apparente de plus en plus à celui de l'armée...

Haro sur la justice

Contre la justice jugée « laxiste », leurs critiques sont vives. Ils sont ainsi au diapason avec celles de Hollande qui trouve dans son livre d'entretien « la justice lâche », ainsi que du garde des Sceaux, Urvoas, qui affirme, au mépris total de la séparation des pouvoirs, « qu'il va donner aux magistrats des instructions pour plus de fermeté »!

Alors que les peines de prison ont augmenté de 19,3% en 20 ans et que les prisons n'ont jamais été aussi pleines, les policiers ont obtenu leur durcissement. Les sanctions ont doublé pour « outrage à agents de la force publique », pouvant aller jusqu'à un an de prison ferme et 15 000 euros d'amende. Et ils continuent de toujours revendiquer le retour aux peines planchers pour les agresseurs de policiers, la

suppression des juges d'instruction et des juges d'application des peines.

Des syndicats collabos utiles au gouvernement

Dans ce mouvement, les syndicats sont mis à l'écart par les policiers descendus dans la rue, jugés comme des bureaucrates éloignés du terrain. Jugés aussi comme des syndicalistes « ripoux » qui préfèrent, à la défense des policiers, les petits arrangements avec le ministère et la cogestion des agents avec la direction.

Sur le fond, tous les syndicats ont défendu, à l'exception du syndicat SUD de l'intérieur, toutes les revendications. Qu'ils soient reçus pour négocier par Hollande en dit long sur le besoin que le pouvoir et le syndicalisme policier ont l'un de l'autre : l'un parce qu'il sait ce que peut signifier la marche sur l'Élysée de policiers masqués et armés, l'autre parce qu'il veut garder ses prérogatives et ses avantages.

Les forces de l'ordre injuste, inégalitaire et violent

Il ne peut y avoir une bonne police républicaine, comme aime à le répéter par exemple Mélenchon. La fonction de la police est de faire respecter un ordre injuste, inégalitaire et donc violent, de la classe de possédants contre notre classe. Et cela à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de discriminations au faciès, provoquant de nombreux blessés, voire des morts. Les revendications qu'ils portent aujourd'hui exigent la militarisation accrue de la police contre nos résistances, contre les migrantEs, contre les jeunes et les populations les plus pauvres. Elles s'expriment de manière factieuse face à un gouvernement illégitime et dépassé, dont le camp est divisé, et qui sait qu'il a déjà perdu la prochaine élection présidentielle. Des exigences policières qui correspondent totalement au programme électoral du FN et à une partie de celui des autres candidats. Il y a danger. Plus que jamais, nous ne devons compter que sur nous-mêmes!

Roseline Vachetta

HOLLANDE Le président « mort-vivant » fait de la résistance

Jamais un président n'aura été aussi affaibli, contesté par son propre camp en fin de quinquennat. Malgré cela, Hollande persiste à penser qu'il reste le meilleur candidat pour 2017 et continue comme si de rien n'était...

La fin du quinquennat de Hollande restera sans aucun doute dans les annales de l'histoire. En effet, à six mois de l'élection présidentielle, jamais un président de la V^e République n'aura autant touché le fond... Déjà détenteur du record d'impopularité, Hollande vient d'améliorer sa propre contre-performance : son action est désormais créditée d'à peine 4% de bonnes opinions. Cumulé avec la sortie du livre confession *Un président ne devrait pas dire ça*, sa candidature est désormais remise en question jusque dans son propre camp, y compris parmi ses fidèles comme Bartolone ou même Cambadélis.

Désormais, pour beaucoup, Hollande ne serait même pas en capacité à remporter la primaire de janvier prochain. Selon un proche de Valls, « Il y a deux ans, on se demandait si François Hollande pouvait gagner la présidentielle. Il y a un an, s'il pouvait être au second tour. Maintenant, on se demande carrément s'il peut être candidat à la primaire »...

Dans cette situation, Valls se met clairement dans les starting-blocks de la présidentielle en se positionnant comme le dernier recours. Pour



Notre heure viendra... DR

cela, il se pose désormais en chef de la majorité, comme représentant naturel des socialistes. Théoricien des « gauches irréconciliables », Valls vient de lancer à ses anciens ministres un appel au rassemblement : « Je demande à Arnaud, à Benoît, à Aurélie et à Emmanuel qu'est-ce qui nous sépare? », s'employant à réveiller les consciences dans la majorité, agitant le spectre d'une gauche de gouvernement « pulvérisée », « atomisée » ou « sortie de l'histoire ». Aujourd'hui, il va même jusqu'à affirmer que « l'histoire de

la gauche se confond avec celle du mouvement syndical » ou que « C'est l'honneur de la France d'accueillir ceux qui fuient la guerre et les persécutions ». L'ivresse du pouvoir sans doute...

Même pas mal?

Hollande continue, lui, à mener sa politique anti-sociale comme si de rien n'était : destruction du camp des réfugiés de Calais en toute impunité, préparation d'un budget pour toujours plus d'austérité, mise en place des décrets d'application

de la loi travail... Officiellement, Hollande n'aurait « pas d'autre préoccupation » que « de diriger le pays », taclant au passage Valls qui devrait en faire autant. Mais Hollande reste persuadé qu'il reste le meilleur candidat pour 2017, surtout que les chiffres du chômage de septembre (baisse de plus de 66 000) le conforte dans l'idée que la politique qu'il mène depuis bientôt cinq ans reste la meilleure. Dans cette « guéguerre » politique largement médiatisée, un élément essentiel reste en suspend. Car le véritable changement ne porte évidemment pas sur le nom d'un futur président mais bel et bien sur le programme. Et de ce côté-là, pas de surprise : quel que soit le candidat sortant des rangs du PS, ce sera toujours une politique en faveur du patronat qui sera menée.

Ainsi, dans son interview au *Journal du dimanche*, Montebourg en donne une nouvelle illustration, indiquant que son « projet a été applaudi à la Fête de l'Humanité comme dans des cercles d'entrepreneurs devant lesquels je tiens exactement le même langage ». C'est bien là tout le problème!

Sandra Demarcq

ÉTAT ESPAGNOL Rajoy, le PSOE et la construction d'opposition à l'austérité et au régime

Au même moment se déroulait à l'extérieur une manifestation de plusieurs milliers de citoyens indignés contre ce « coup mafieux contre la démocratie ». Tout cela constituait l'aboutissement de la crise ouverte il y a un mois dans la direction du PS et la fin des 300 jours d'un gouvernement intérimaire.

Vers la pasokisation

Deux jours avant la réunion de la direction large du PSOE (le comité fédéral), la partie critique de l'instance (presque la moitié) a démissionné afin de provoquer automatiquement la chute du secrétaire général très contesté, Pedro Sanchez. Celui-ci aura manœuvré jusqu'au bout pour garder la direction du parti face au secteur de l'appareil dirigé par Susana Díaz, présidente de l'Andalousie (l'un des bastions du parti) et représentante du secteur le plus droitier, centraliste et populiste. Une opération téléguidée par l'ancien président Felipe González avec le soutien du groupe médiatique PRISA (propriétaire de *El País*, l'un des plus grands journaux), à son tour porte-voix de l'IBEX 33 (le CAC 40 espagnol).

Le résultat de cette lutte a donc été la démission de Sanchez, après avoir perdu le vote sur sa proposition d'un congrès extraordinaire immédiat, et la création d'une direction provisoire jusqu'à la tenue d'un congrès ordinaire. Ce coup de palais s'est donc opéré contre un secrétaire général « intérimaire » qui s'était un peu trop autonomisé de l'appareil et qui était tout à fait conscient que l'opposition

Rajoy vient d'être nommé président du gouvernement par le roi. Cela fait suite au second vote au Parlement, avec en sa faveur les voix du PP et Ciudadanos et l'abstention de la très grande majorité des élus du PSOE (sauf les Catalans et quelques personnalités qui ont voté contre...).



Rajoy, (mal) élu avec l'appui du PSOE... DR

à l'investiture de Rajoy était la clé pour empêcher la pasokisation du PSOE et son déclin irréversible. Mais l'appareil du PSOE a préféré faire passer les intérêts du régime et du capital au-dessus de ceux de la survie à court terme du parti.

Situation instable

Une telle situation ne serait jamais arrivé sans la vague de politisation qu'a suivi le 15M et sans l'existence de Podemos, le défi le plus grave à son hégémonie sur la gauche en 130 ans d'histoire.

Le panique de l'appareil face à la perspective de nouvelles élections les a donc poussé vers l'investiture de Rajoy, approfondissant le divorce

croissant avec sa base électorale. Tout cela va permettre à Rajoy de jouer à fond la carte du chantage à de nouvelles élections, afin de discipliner le PS et l'amener à soutenir, notamment au Parlement, les attaques brutales qu'il prépare en lien avec la troïka. La situation politique qui s'ouvre est donc très instable et montre que la polarisation politique ne cesse de s'accroître et que la crise du régime est loin d'être finie. Les manifestations lycéennes de mercredi dernier contre la loi Wert d'éducation (avec notamment la restauration des examens de l'époque franquiste) montre qu'il y a des symptômes de radicalisation de la jeunesse... Le fond de l'air n'est pas à la résignation.

Retour aux mobilisations...

Dans ce cadre, les responsabilités d'Unidos Podemos sont grandes, car elle reste la seule force politique qui résiste à la « triple alliance » (pour reprendre l'expression d'Iglesias) et contre une offensive centraliste et « austéritaire ». La clé maintenant est de ramener le centre de gravité politique vers les mobilisations extraparlémentaires, de lutter pour enraciner Podemos dans les mobilisations sociales. Cela contribuerait à reconstruire le mouvement ouvrier dans un cadre de précarité généralisée et un rapport de forces très dégradé sur le plan social.

Les tâches des anticapitalistes de Podemos sont bien de lutter contre l'adaptation de Podemos aux institutions, d'œuvrer à une remobilisation sociale, de nous enraciner dans la jeunesse scolarisée et dans les conflits sociaux, comme ceux des Kellys (des travailleuses très exploitées des hôtels des villes touristiques qui viennent de lancer une initiative parasyndicale suite à leur abandon par les directions des grands syndicats) ou des opérateurs de télécommunications précaires de Movistar (des salariéEs de la compagnie de portables qui viennent de faire plusieurs jours de grève). Bref de combiner l'intervention dans et hors Podemos et l'autoconstruction d'Anticapitalistas.

De Barcelone, Andreu Coll

CHINE Le président Xi Jinping, un nouveau Mao ?



Le sixième plénum du Parti communiste chinois (PCC) a doté Xi Jinping du titre de « cœur du parti », décerné par le passé à Mao Zedong, puis à Deng Xiaoping...

Xi Jinping, officiellement surnommé Xi Dada (« tonton Xi »), contrôle aujourd'hui l'essentiel des rouages nationaux du régime. Il est secrétaire général du PCC (soit son numéro un), président de la commission militaire centrale (chef des armées) et président de la République populaire. Le sixième plénum du comité central qui s'est réuni du 24 au 30 octobre lui a donc octroyé en sus le titre de « cœur du parti ».

Depuis qu'il a accédé aux plus hautes fonctions, Xi Jinping a systématiquement consolidé son pouvoir à coups de purges et a construit un véritable culte de la personnalité. Pour nombre de commentateurs, il s'impose ainsi comme un nouveau Mao. Cependant, Mao avait constitué autour de lui une équipe de direction formée de très fortes personnalités venues d'horizons variés. Le maoïsme historique est entré en crise précisément quand la division l'a emporté sur la solidarité au sein de cette équipe, après l'échec du « Grand Bond en avant » à la fin des années cinquante. Nous en sommes aujourd'hui à la sixième génération de dirigeants du PCC. Elle n'a ni l'expérience, ni la solidarité, ni la légitimité que forge un combat révolutionnaire commun. Son accession au pouvoir s'accompagne de luttes de fractions particulièrement violentes, jusqu'aux plus hauts niveaux. Quelle que soit son indéniable intelligence politique, il n'est pas évident que Xi Jinping puisse constituer une équipe de direction à même de s'imposer durablement dans un parti de 88 millions de membres, dans un pays-continent aux multiples centres de pouvoir régionaux, administratifs ou sectoriels.

Un « prince rouge »

En hissant le drapeau du combat contre la corruption, Xi tente de s'attaquer à un facteur de crise majeur pour le présent régime, à justifier la brutale élimination de ses rivaux et à s'assurer un appui populaire. Comme d'autres « princes rouges » avant lui, il se réapproprie une certaine gestuelle maoïste, alors qu'il poursuit une politique sur le fond opposée à celle de Mao, tant sur le plan intérieur (développement capitaliste) qu'international (expansionnisme sans frontière). C'est reconnaître que la rhétorique anti-maoïste ne fait pas recette. Le trauma de la Révolution culturelle et de son affaiblissement à la fin des années soixante dans une dictature bureaucratique s'éloigne. Le souvenir se ravive – partiellement réel, partiellement mythifié – d'un passé antérieur où les inégalités sociales étaient réduites, la corruption contenue, le statut des classes laborieuses valorisé. Une mémoire lourde de contestations de l'ordre présent, que Xi tente de neutraliser en se l'appropriant symboliquement. Un pis-aller...

L'avenir de Xi Jinping se joue largement sur sa capacité à éviter un effondrement social provoqué par l'ouverture d'une crise économique, aujourd'hui latente – le régime n'y survivrait probablement pas – et à maintenir envers et contre tout l'expansion internationale de l'impérialisme chinois. Sur ce dernier point, il vient de recevoir un appui inespéré avec la politique anti-US menée par Rodrigo Duterte, actuel président des Philippines. Jamais la position de Pékin n'a été aussi forte en mer de Chine méridionale.

Pour affronter des lendemains qui s'annoncent cependant turbulents, Xi veut un parti et une administration à sa main.

Pierre Rousset

IRAK SYRIE Les peuples otages des calculs des grandes puissances

En Irak, l'offensive pour reprendre Mossoul aux forces de l'État islamique est menée essentiellement sur le terrain par les forces spéciales de l'armée irakienne et les peshmergas du gouvernement régional kurde autonome dirigé par Barzani...

Elle est appuyée par les moyens aériens des grandes puissances, notamment de la France et des États-Unis. La France a effectué 68 bombardements en une seule semaine...

Une guerre sans principe

L'offensive redouble d'intensité depuis vendredi 28 octobre grâce au renfort des milices chiites Hachd al-Chaabî soutenues par l'Iran. Ces forces paramilitaires sont le bras armé du régime iranien sur le sol irakien depuis plusieurs années, et elles ont la sinistre réputation de procéder à des massacres, notamment de sunnites, lorsqu'elles reconquièrent des territoires, comme à Fallouja, en juin dernier. La Turquie d'Erdogan proteste contre l'arrivée de ces milices et les menace de représailles si elles s'en prennent aux populations turkmènes, nombreuses dans le secteur. Le gouvernement kurde de Barzani a de son côté fait pression pour qu'elles n'entrent pas dans Mossoul et se cantonnent aux villages au sud ouest de la ville.

Cerise sur le gâteau : leur chef suprême est classé parmi « les terroristes » par le gouvernement américain depuis 2009... Mais visiblement, dans cette bataille pour Mossoul, les grandes puissances, États-Unis en



Des familles fuient la ville de Qayyarah, le 24 octobre. DR

tête, font feu de tout bois pour vaincre Daesh, qui est donc actuellement la seule puissance militaire locale à être estampillée « terroriste ».

Le rôle de ces milices chiites est de couper la route de la retraite des troupes de Daesh vers leur fief de Raqqa en Syrie. Car même si la résistance de celles-ci est forte depuis le début de l'offensive, et sera sans doute encore plus acharnée au sein même de Mossoul, au vu du rapport de forces, il leur faudra tôt ou tard songer au repli et abandonner la ville à leurs adversaires. Le prix à payer de cette reconquête pour les habitantEs s'annonce d'ores et déjà catastrophique.

Des crimes de masse en série

Les forces coalisées contre Daesh annoncent qu'elles ont tué près de 900 de ses combattants sur les 7 000 qui contrôlent la région de Mossoul. Les soldats de l'État islamique ont kidnappé 8 000 personnes lors de leur retraite d'un des villages à l'est de la ville pour s'en servir comme bouclier humain et en ont massacré 250 autres. Plus de 17 000 personnes ont déjà fui la zone des combats, mais le pire est à venir puisque sur le million et demi d'habitantes que compte Mossoul, près d'un million pourrait quitter la deuxième ville d'Irak alors que 3,3 millions de personnes vivent déjà dans des camps

de réfugiés dans le pays. Certains déplacés irakiens prennent la direction de la frontière syrienne et doivent parcourir la zone désertique de Rajm Al-Saliba avant de l'atteindre, avant d'être longuement fouillés et examinés par les combattants de l'Armée syrienne libre qui contrôlent la frontière dans la région d'Alep et qui craignent les infiltrations de combattants de Daesh.

Les deux conflits sont étroitement mêlés. Les bombardements, effectués tout au long de la même semaine par l'aviation russe contre la partie est d'Alep qui continue à échapper au contrôle du dictateur Assad, ont fait plusieurs dizaines de morts parmi des enfants sur les bancs de l'école. À chacun son lot de sang. Celui versé par Daesh n'efface ni celui versé par la Russie ni celui versé par les États-Unis et ses alliés (notamment la France de Hollande) et dont la responsabilité dans cet immense chaos est primordiale.

Les populations des deux côtés de la frontière irako-syrienne sont les victimes des jeux des grandes puissances pour la sauvegarde de leurs intérêts économiques et militaires depuis près de trois décennies. Le dirigeant nationaliste kurde Barzani, tout dévoué à ces intérêts, a beau fanfaronner à l'avance en déclarant que la reprise de Mossoul enclencherà le processus d'indépendance du Kurdistan irakien, il est fort prévisible que derrière la bataille de Mossoul se profilent d'autres batailles... Rien ne dit que les alliés de circonstance d'aujourd'hui ne deviennent pas les meilleurs ennemis de demain. Et comme toujours les peuples en paieront le prix fort.

Marie-Hélène Duverger

ÉLECTIONS AUX USA

LES DEUX CANDIDATS DES 1% CONTRE LES 99%



AU SERVICE DE WALL STREET, IL N'Y A PAS DE MOINDRE MAL

Le grand show politique qu'ont été les primaires comme la campagne présidentielle elle-même, transformées par Trump en télé-réalité vulgaire et agressive, donne une image inquiétante de l'évolution de la prétendue démocratie américaine.

Certes, Trump semble hors course : sa grossièreté sexiste, son agressivité, lui ont aliéné la plupart des soutiens qu'il avait dans son propre parti, et Hillary Clinton semble avoir toutes les chances d'être élue... malgré son impopularité et l'intervention du FBI dans la dernière semaine à propos d'une histoire de e-mails...

Si le plus probable reste que Trump ait, au final, joué le rôle de l'idiot utile permettant à la candidate de Wall Street d'apparaître progressiste, il a aussi exprimé, et encouragé, les pires préjugés : racisme et sexisme, chauvinisme et xénophobie, de vieilles maladies qui taraudent depuis longtemps la société américaine, à nouveau exacerbées par les effets de l'offensive des classes dominantes et des déceptions engendrées par Obama.

Obama et l'offensive capitaliste

Ces élections marquent la fin de ce que la victoire d'Obama, le 4 novembre 2008, avait pu laisser espérer : l'ouverture d'une nouvelle ère politique qui tournerait la page des années Bush. « Vous et moi, nous allons changer ce pays, et nous changerons le monde », avait-il alors lancé... Huit ans après, l'histoire a rattrapé Obama. Les USA, première puissance impériale, s'engagent dans une crise sociale et politique d'une ampleur qui ne peut se comparer qu'à celle de 1929. La situation des classes laborieuses s'est dégradée. L'endettement de larges couches de la population ne cesse de croître. Les tensions sociales s'accroissent et, dans le même temps, le racisme, en particulier contre les Afro-Américains. Après le krach de 2007-2008, le renflouement des banques est allé au-delà de tout ce qui avait été fait auparavant. Le gouvernement a signé un chèque en blanc à la

bourgeoisie, lui distribuant avec largesse des milliards de dollars. Ladite croissance américaine, c'est un endettement colossal tant des particuliers, des entreprises que de l'État, supérieur de 13% à son montant avant l'effondrement de 2007-2008.

Quant à la politique étrangère, le prix Nobel de la paix – ou plutôt celui des déclarations d'intention –, loin de rompre avec la politique de Bush, Obama a renforcé le déploiement militaire américain dans le monde. Alors qu'il avait promis de se retirer d'Irak et d'Afghanistan, les USA y sont encore engagés. Au mépris des espoirs que son discours du Caire, en 2009, avait suscités dans le monde arabe, Obama a engagé plus avant encore les États-Unis dans le chaos créé au Moyen-Orient par la guerre de George W. Bush en Irak. La faillite d'Obama, c'est aussi la crise de la mondialisation libérale et impériale.

Les deux Amériques...

Les désillusions et les déceptions offrent un terrain fertile aux idées réactionnaires, à la démagogie dont Trump s'est fait le sinistre propagandiste. Ce dernier a aussi touché d'importantes fractions des travailleurs, des pauvres blancs, sans parler des travailleurs immigrés et noirs. L'existence de cette base électorale montre à quel point la situation politique est devenue dangereuse. Et le danger ne disparaîtra pas après l'élection.

Ce serait une nouvelle illusion que de croire qu'Hillary Clinton est un rempart face à cette menace. Ils sont du même monde, celui des classes dominantes. Clinton, demain au pouvoir, devra composer avec les Républicains et ne pourra qu'accentuer la politique menée par Obama contre les travailleurs et les peuples au seul bénéfice du grand capital américain.

Il y a bien deux Amériques : celles des riches et des très riches et celle des travailleurs et des classes populaires. Cet antagonisme ne cesse de s'approfondir, s'exprimant dans les luttes et mobilisations, à travers aussi le succès de la campagne de Bernie Sanders, même si celui-ci s'est finalement rallié à Clinton. C'est de cet antagonisme que naissent les forces du progrès qui portent l'avenir.

Yvan Lemaitre



CRISE SOCIALE ET INÉGALITÉS CROISSANTES

À quelques jours du scrutin du 9 novembre, Trump fait preuve d'une étonnante résilience et l'hypothèse que les commentateurs autorisés considéraient impensable est impossible à écarter. Une telle « anomalie » dans le fonctionnement de la démocratie capitaliste US ne s'explique que si l'on prend en compte la profonde crise sociale qui secoue le pays, ainsi que l'accroissement des inégalités qui a connu une nouvelle impulsion après la récession de 2008-2009.



les plus riches – ceux que dénonçait le mouvement Occupy de la fin 2011 – ont capté à eux seuls 85% de la hausse des revenus intervenue entre 2009 et 2013. En 2014, les 3% les plus riches ont accaparé 30,5% de la richesse nationale, contre 27,6% en 2009.

Quant aux chiffres du chômage, prétendument historiquement bas, ils sont particulièrement trompeurs. Les 5% officiels montent déjà à 10%, dans les statistiques officielles, lorsqu'on y intègre les travailleurs à temps partiel contraint ainsi que ceux qui sont considérés comme « momentanément découragés » de rechercher un emploi – les autres étant, comme partout, retirés des bases de calcul. Or les États-Unis ont l'un des taux d'emploi les plus faibles du monde développé : 68,7% en 2015, pour la population de 15 à 65 ans, contre 71,8% en 2007. Pour les 25 à 54 ans, ce taux est actuellement de 77,8% – contre, par exemple, 79,8% en France. Le site spécialisé Shadowstats estime le taux de chômage réel à 22,9% de la population.

C'est cette réalité qui nourrit la contestation anti-système que l'on avait vu s'exprimer : à gauche autour de la candidature de Bernie Sanders, qui aurait certainement emporté la nomination démocrate si tout l'appareil du parti ne s'était pas mobilisé contre elle, et à droite autour de ce milliardaire mégalo-maniaque, parce qu'il fait figure d'outsider face à la candidate de Wall Street et des multinationales.

Jean-Philippe Divès

Quelques chiffres pour en rendre compte. Le revenu annuel médian des ménages était en 2007 de 57 423 dollars, il est tombé en 2015 à 56 516 dollars. Le nombre des pauvres (selon les calculs officiels, différents dans chaque pays) est passé de 13,5% de la population en 2009 à 15,5% en 2014. Les Américains qui bénéficient du programme de bons alimentaires de l'État étaient au nombre de 26,3 millions en 2007, ils sont aujourd'hui 43,4 millions. Alors que la durée du travail a sensiblement augmenté, les salariéEs bénéficiant de contributions de leur employeur à un plan de retraite ne sont plus que 45%, contre 57% en 2001, et seuls 69% d'entre eux (contre 77% en 1980) disposent d'une assurance maladie payée par leur entreprise.

Les jeunes sont particulièrement touchés. De 28 000 dollars annuels en 1980, le salaire médian des 16-24 ans a chuté à aujourd'hui 25 000 dollars. Et cela, alors que suite à la hausse considérable des frais universitaires, 40 millions d'étudiantEs et anciens étudiantEs se trouvent sérieusement endettés.

Les 1% confortés...

Dans le même temps, les 3% de familles les plus riches ont en 2013 capté 30,5% du revenu national, contre 27,7% en 2010. Sur une plus longue période, de 1973 à 2014, le revenu national par tête s'est accru de 72% (hors inflation), mais la rémunération horaire moyenne du travail n'a augmenté que de 8,7% – en profitant fondamentalement aux segments supérieurs, ceux dont les fonctions et les très hauts salaires les assimilent en fait à la bourgeoisie. Les 1% d'Américains

OBAMACARE OU COMMENT SOIGNER LES PROFITS

« Nous devons rejoindre les rangs des autres pays développés et fournir une couverture médicale abordable et de qualité à tous nos citoyens », affirmait Obama le 9 septembre 2009 lors de la présentation au Congrès de la réforme de la santé.

Alors que les États-Unis consacraient plus de 16% de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de santé – un record mondial –, plus de 48 millions d'Américains n'avaient pas accès à une couverture maladie et des dizaines de millions étaient très mal assurés. Sa réforme devait être « une victoire pour tous les Américains » disait-il quand elle fut adoptée en 2010. En fait, elle s'intégrait dans la politique de relance mise en place par le gouvernement au lendemain de la crise financière. Medicaid, la couverture médicale publique des plus pauvres, devait être étendue pour couvrir tous ceux dont le revenu était en dessous de 133% du seuil de pauvreté. Les entreprises de plus de 50 personnes devaient fournir une assurance à leurs salariéEs sous peine d'amende, et toutes les autres personnes devaient souscrire,

également sous peine d'amende, une assurance médicale auprès d'assurances privées qui auraient accepté de figurer dans une espèce de bourse aux assurances dans chaque État. Les personnes dont le revenu était compris entre le seuil de pauvreté et quatre fois ce seuil seraient aidées financièrement pour payer leur prime d'assurance.

Des industriels de la santé et des assureurs choyés

En mettant en place un système reposant entièrement sur les compagnies d'assurances privées, ce sont les profits des assureurs qu'Obama a voulu soigner, bien plus que les dizaines de millions d'AméricainEs qui n'ont pas de couverture médicale ou qui en ont une insuffisante. C'est la perpétuation d'un système dont le fonctionnement complexe et opaque coûte très cher à la population, qui profite d'abord aux

industriels de la santé comme aux assureurs privés et qui ne permet toujours pas à une majorité de la population de se soigner dans de bonnes conditions. Cette réforme a donc été l'occasion d'aides aux particuliers, qui en fait vont dans la poche des assureurs... qui augmentent les prix des primes. La loi originelle a été sérieusement modifiée sous la pression des Républicains et des entreprises. La Cour suprême a laissé la liberté aux États d'étendre ou pas Medicaid. Ainsi, bien loin d'offrir une couverture maladie universelle, elle laisse 33 millions de personnes sans aucune couverture médicale. C'est une espèce d'usine à gaz qui permet certes de couvrir un peu mieux une partie des personnes jusqu'alors non assurées, mais en finançant les assureurs privés au détriment des particuliers comme des finances publiques.

Yvan Lemaitre

LA PAUVRETÉ N'EN FINIT PAS D'AVANCER AUX USA

NOS PAUVRES SONT
TELEMENT EN MAUVAISE
SANTÉ, QU'ON VA BIENTÔT
NE PLUS POUVOIR LES
ENVOYER FAIRE LA GUERRE
AUX AUTRES PAUVRES
DU RESTE DU MONDE...



BLACK LIVES MATTER: UNE NOUVELLE GÉNÉRATION CONTRE LE RACISME INSTITUTIONNALISÉ

Black Lives Matter (« les vies des Noirs comptent ») est à l'origine un hashtag créé lors des protestations qui surgirent après l'acquittement prononcé à l'été 2013 de George Zimmerman, le vigile qui avait assassiné Trayvon Martin, jeune adolescent noir. Depuis 2 ans, c'est le mot d'ordre de manifestations qui ont secoué toutes les grandes villes des USA en réponse à la suite ininterrompues de meurtres policiers.

En 2015, selon *The Guardian*, 571 ont été tués aux USA par la police, dont une majorité de Noirs, Latinos et Natifs. Les hommes afro-américains représentent 6% de la population, et 40% des civils désarmés tués par la police. Une violence qui sert à défendre un système plus que jamais inégalitaire : le revenu moyen des Blancs est aujourd'hui supérieur de 70% à celui des Noirs.

Au plus haut de la contestation dans les années 1960 et 1970, les Afro-Américains formaient le secteur le plus militant des syndicats, à la tête des grèves dans l'automobile ou à la poste. Ils étaient aussi à la pointe du mouvement contre la guerre. Un groupe historiquement méprisé et dénigré conquiert subitement une autorité morale et politique formidable.

La politique d'incarcération de masse adoptée par Reagan et ses successeurs sous le nom de « guerre contre les drogues » a terrorisé la population noire et atteint la crédibilité des Noirs aux yeux des Blancs : au moyen de campagnes médiatiques hystériques, on enseignait aux Blancs à établir un signe d'égalité entre Noirs, crime et violence, un racisme officiellement « aveugle à la couleur »... Mais pour un même délit, dans certains États, les Noirs ont entre 20 et 50 fois plus de chances de faire de la prison¹. Ainsi, un nombre record de personnes ont été arrêtées pour des infractions non violentes liées à la drogue, condamnées et privées de droits. Il y a 2,3 millions de prisonniers aux États-Unis, dont un million sont noirs... Plus d'hommes noirs sont soit emprisonnés soit sous contrôle judiciaire qu'il n'y avait d'esclaves en 1850! Un homme noir sur sept a perdu le droit de voter. En effet, après



les victoires du mouvement des droits civiques, la discrimination raciste est devenue illégale. Mais il est légal de refuser un logement, un emploi, un crédit aux études et même le droit de vote aux personnes condamnées pour un délit.

« Notre combat avec tous les opprimés »

Face à ce nouveau système ségrégationniste, une nouvelle génération militante se lève. Les jeunes femmes y jouent un rôle de premier plan. L'intérêt pour les idées socialistes augmente parmi les jeunes et les Afro-Américains : selon un sondage récent, 49% des jeunes ont une meilleure opinion du « socialisme » que du capitalisme. Pour les Noirs, le chiffre atteint 55%.

En août dernier, une plateforme de 40 revendications a été adoptée par l'une des composantes du mouvement, le *Movement for Black Lives* : « Nous sommes un collectif enraciné dans les communautés noires, mais nous reconnaissons que nous partageons notre combat avec tous les opprimés (...). Nous sommes en faveur de la mise en avant des expériences et des capacités de direction des Noirs les plus marginalisés, y

compris mais pas exclusivement les femmes, queer, trans, personnes ne se conformant pas aux assignations de genre, musulmans, actuellement ou anciennement incarcérés, pauvres et travailleurs, handicapés, sans-papiers et immigrés. (...) Nous affirmons notre solidarité avec notre famille internationale contre les ravages du capitalisme global, le racisme anti-Noirs, le changement climatique, la guerre et l'exploitation (...) »². Des militantes de Black Lives Matter participent à l'heure actuelle à la mobilisation à Standing Rock contre la construction d'un oléoduc³. Comment d'un mouvement décentralisé, constitué de multiples collectifs, construire une force coordonnée qui s'en prenne au gouvernement et à la classe dirigeante ? La prise en charge par le mouvement ouvrier de la lutte contre le nouveau racisme institutionnalisateur sera décisive.

Xavier Guessou

1 – *The New Jim Crow*, The New Press, 2010-11, M. Alexander, p. 7

2 – <https://policy.m4bl.org/platform>

3 – http://blacklivesmatter.com/solidarity-with-standing-rock/?mc_cid=f958b7346e&mc_eid=5a1fc58ba3

JILL STEIN, À GAUCHE ET CONTRE LE SYSTÈME BIPARTITE

La crise de représentation politique des exploités est générale, mondiale, mais elle a toujours été particulièrement aiguë aux États-Unis...

Les travailleurs n'ont jamais pu compter sur un parti propre de quelque envergure, le mouvement ouvrier étant – et restant – encadré par le Parti démocrate, l'une des deux expressions historiques de la bourgeoisie impérialiste. Ce parti a connu à plusieurs reprises des courants et candidats de gauche, mais ceux-ci restaient contrôlés par un appareil qui les neutralisait et qui réabsorbait la radicalité qu'ils pouvaient porter.

C'est encore une fois ce qui s'est produit avec Bernie Sanders, qui au nom du « moindre mal » s'est rallié à Hillary Clinton, celle-là même qu'il dénonçait pourtant comme la candidate des 1%. D'où l'importance de la candidature nationale (dans tous les États) de Jill Stein, présentée par le Parti vert et soutenue, entre autres, par des organisations révolutionnaires telles que Solidarity, l'International Socialist Organization ou le groupe Socialist Alternative de la conseillère de Seattle, Kshama Sawant. Les Verts étatsuniens n'ont pas grand-chose à voir avec les formations de même nom ailleurs dans le monde (à l'exception peut-être de l'Angleterre et de l'Écosse). Ils



DR

ont connu une évolution sensible vers la gauche, affirment désormais défendre les intérêts du monde du travail et, ce qui est spécialement important dans ce pays, sont profondément anti-impérialistes.

Un point d'appui pour développer les luttes

Lors de sa convention nationale du début août, le Parti vert a abandonné son objectif insolite et vétuste d'un capitalisme participatif de petits propriétaires, pour le remplacer dans son programme de principes par celui d'un « système économique alternatif » fondé sur « la démocratie des lieux de travail et des localités ». Aux États-Unis, c'est quelque chose de radical.

Rappelons-nous que Sanders se définit comme un socialiste « sur le modèle scandinave ». De plus, Jill Stein se présente en opposition au système bipartite Démocrate-Républicain, décrit comme étant au service des banques et des grandes entreprises, et dénonce le piège du « moindre mal ».

Son programme reprend les principaux objectifs de la campagne de Sanders (avec le salaire minimum à 15 dollars de l'heure, la création d'un système fédéral de sécurité sociale universelle et gratuite, l'imposition des riches, l'annulation des dettes étudiantes...), mais va plus loin en proposant de sortir totalement des énergies fossiles d'ici à 2030, l'interdiction de la fracturation hydraulique, une baisse immédiate de moitié des dépenses militaires et la fin de toutes les opérations militaires extérieures. De même, sa campagne revendique le mouvement Black Lives Matter, auquel participe d'ailleurs une série de membres et responsables du parti.

Jill Stein ne réalisera sans doute pas un score considérable (les sondages lui donnent en moyenne 2% des voix), d'autant que la « menace Trump » semble ressurgir à quelques jours du vote. Mais cette campagne indépendante, qui polarise un nombre significatif d'anciens militants pro-Sanders, est un point d'appui pour développer les luttes qui dans tous les cas, que ce soit face à une présidence Clinton ou Trump, seront indispensables. **Jean-Philippe Divès**

VERS UN NOUVEAU RÊVE AMÉRICAIN, LE SOCIALISME...

Non seulement le capitalisme et l'hyperpuissance américaine victorieux après la chute du Mur de Berlin n'ont pas apporté le progrès, la paix et la démocratie promis, mais ils ont perpétué leur règne par la guerre...

La stratégie du chaos de Bush a complètement déstructuré le monde, enlisant les États-Unis et leurs alliés dans des guerres sans fin alors que « l'exubérance financière » plongeait l'économie mondiale dans une crise endémique. Obama n'a fait que démontrer la vanité de ses déclarations d'intention. La grande Amérique n'est plus, le rêve américain a laissé la place à un cauchemar dont Trump et ses amis d'extrême droite sont aujourd'hui l'incarnation.

Mais derrière le grand barnum politicien des classes dirigeantes, se déroulent d'autres évolutions profondes au cœur de la société américaine. Le « melting pot » continue son travail pour en finir avec une société où les Blancs dominaient, au profit d'une société de plus en plus multiraciale et multiculturelle. La vieille Amérique a épuisé son pouvoir messianique, et un « nouveau rêve américain » pourrait naître du développement de la crise en cours en lien avec les bouleversements qui touchent l'ensemble de la planète.

Sanders a symbolisé la polarisation en cours en dénonçant l'écart grandissant entre les riches et le reste de la population. Il a invoqué une

« révolution politique », attaquant les grandes banques, promettant de les briser, et remettant à l'ordre du jour la question du socialisme. Certes, Sanders a attiré la colère des travailleurs, mobilisé les jeunes contre les maux de cette société... pour les ramener derrière le Parti démocrate. Mais au-delà de sa stratégie personnelle, il a exprimé l'évolution qui se déroule au cœur de la vieille Amérique : l'émergence d'une nouvelle génération, souvent appelée les millennials, la génération du 21^e siècle qui a connu le 11 septembre 2001, la crise de 2007-2008 et qui a participé au mouvement qui avait porté Obama au pouvoir.

Pour un parti des travailleurs

Depuis l'explosion en novembre 2011 d'Occupy Wall Street contre le pouvoir de l'oligarchie financière, un renouveau militant s'est manifesté à travers le pays. La grève des enseignants de Chicago en 2012 en aura été une des manifestations, ainsi que la remise en cause en 2015 par les travailleurs de l'automobile de leurs contrats avec Chrysler, General Motors (GM) et Ford (ce qui n'était encore jamais arrivé durant les 79 ans d'existence du syndicat de l'automobile, l'UAW). La lutte

victorieuse pour le salaire minimum à 15 dollars dans plusieurs États dont la Californie, à New York ou Seattle, fait tache d'huile. Renouveau du militantisme, enfin, au sein de la communauté noire contre le racisme et les discriminations. Une autre Amérique se dessine, prend la parole, agit. Elle est multiraciale et multiculturelle, et les femmes y sont au premier rang. Ces évolutions remettent à l'ordre du jour la construction d'un parti des travailleurs qui puisse être leur représentation politique du point de vue de leurs intérêts de classe, pour donner à toutes les mobilisations une unité. Un programme aussi, le socialisme, non à la Sanders pour seulement limiter les pouvoirs du capital, mais un socialisme qui naisse d'une révolution politique et sociale pour socialiser les grands moyens de production et d'échange afin de satisfaire les besoins sociaux, culturels, écologiques de toute la population, en s'appuyant sur les immenses progrès techniques réalisées.

C'est possible, et même indispensable pour enrayer la réaction enfanée par l'offensive des classes capitalistes à laquelle Trump a donné une nouvelle impulsion. **Yvan Lemaître**

RENAULT Première riposte au projet de flexibilité à outrance



Refuser le «travailler plus en étant payé autant». DR

Judi 27 octobre, plusieurs centaines de travailleurs de Renault de différents sites (usines et centre d'ingénierie) ont débrayé contre les menaces d'accroissement de la «flexibilité» de leur temps de travail (voir l'Anticapitaliste n°356).

Contre les samedis qui pourraient être rendus obligatoires pendant six mois sans être payés, contre l'augmentation du temps de travail sans paiement d'heures supplémentaires mais avec des récupérations imposées, le mécontentement est grand. Pour certains, s'y ajoute l'espoir déçu de voir les excellents résultats commerciaux et financiers de Renault améliorer un tant soit peu leurs conditions de travail.

Des intérimaires qui refusent de la fermer!

Si la direction parvient à dérouler son nouveau plan de compétitivité sans réaction, cela se traduira par une hausse des cadences, par une flexibilité qui altérera la vie personnelle et par une précarité galopante sous la forme d'intérim ou de sous-traitance. C'est pour cela que ce premier débrayage est un point d'appui pour la construction d'un mouvement sur l'ensemble des sites. Le fait que des intérimaires, qui peuvent constituer jusqu'à 80% des ouvriers sur certaines chaînes de montage, aient participé à la grève de jeudi dénote que la crainte que fait naître la précarité peut aussi se transformer en colère.

Un mouvement qui ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes

La semaine dernière, l'organisation de ce mouvement a également montré l'absence totale de volonté de la part des syndicats centraux de Renault (y compris la CGT) d'impulser une quelconque lutte. Si les sites dans lesquels les syndicats de base ont alerté les salariés des dangers du nouveau plan de flexibilité ont connu une première mobilisation plutôt encourageante, sur d'autres la mobilisation a été faible, voire inexistante, faute parfois d'appel à la grève.

Le rejet des samedis imposés et gratuits, du «travailler plus en étant payé autant» et des récupérations imposées est cependant majoritaire. Si la direction veut passer son projet, les réactions locales pourraient se coordonner sous l'impulsion des militants de différents sites et entraîner l'ensemble des usines et des centres de R&D. **Correspondant**

I-TÉLÉ Avec les salariéEs en grève contre Bolloré et ses sbires

Le lundi 31 octobre, les salariéEs d'i-Télé reconduisaient la grève, entrant dans leur troisième semaine de mobilisation...

Si l'on a tendance à réduire ce mouvement au refus de l'arrivée à l'antenne de l'animateur Jean-Marc Morandini, mis en examen pour «corruption de mineurs aggravée», il est en réalité beaucoup plus large, et pose des questions qui dépassent le cas d'i-Télé et concernent l'ensemble du champ médiatique.

Au-delà du cas Morandini

Les revendications des grévistes sont en effet loin de se limiter au cas Morandini, comme le rappelle la plateforme adoptée au début de la mobilisation, qui exige de la direction : un «projet éditorial et stratégique» pour la chaîne, «une clarification de la chaîne de commandement et la nomination d'un directeur de la rédaction garantissant l'indépendance de la rédaction vis-à-vis de la direction du groupe Canal et de l'actionnaire», «une charte déontologique», «les moyens de traiter correctement l'actualité et de faire face à la concurrence», «[le report] de la venue à l'antenne de Jean-Marc Morandini afin que la chaîne fasse preuve de neutralité par rapport à sa mise en examen», et «un dialogue avec les représentants du personnel, la SDJ [Société des journalistes] et l'ensemble de la rédaction». L'affaire Morandini est donc l'étincelle qui a mis le feu aux poudres dans une chaîne au sein de laquelle la tension règne depuis sa reprise en main brutale par Bolloré et ses sbires, davantage préoccupés par les réductions de coûts «inutiles» que par l'information. Comme le rapportait un journaliste d'i-Télé à *Libération*

VINCENT BOLLORÉ ATTACHÉ À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE...



le 17 octobre : «Il y a aussi et plus largement un problème éditorial. Pour exemple, on avait une équipe qui devait décoller ce matin pour suivre la présidentielle américaine pendant un mois. Ça a été annulé, ou du moins repoussé nous dit-on, pour raisons budgétaires. On a une autre équipe qui est en attente pour partir à Mossoul depuis des semaines. La bataille a commencé ce matin, et on n'y est pas. On n'a donc pas les moyens de couvrir l'actu, mais on a les moyens de payer Morandini et les six personnes qui arrivent avec lui.»

Management made in Bolloré

En juin dernier, suite à une réunion houleuse entre dirigeants de la chaîne et membres de la SDJ, une motion de défiance était adoptée par près de 90% des salariéEs. Lors de cette réunion, Serge Nedjar, directeur d'i-Télé, avait notamment expliqué que pour augmenter les recettes, il faudrait développer les «rendez-vous sponsorisés», autrement dit des programmes qui, sous

couvert d'information, serviraient de support à des annonceurs. Face au scepticisme de la SDJ, la réponse de Nedjar était sans appel : «Non, il n'y aura pas de discussions. Et je vais vous dire une chose : il n'y aura rien à discuter parce que vous ferez ce qu'on vous dit de faire. (...) Vos scrupules sont des débats dépassés et quand je vois des gens comme vous, ça ne me donne pas envie.»

Une brutalité qui n'est pas sans rappeler la violence avec laquelle Bolloré et sa clique ont repris en main, l'année dernière, la chaîne Canal+, relatée dans le livre *L'empire : comment Vincent Bolloré a mangé Canal+ de Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts* : «Vincent Bolloré (...) a imposé sa vision du monde, un monde où l'on sacre celui qui met des nouilles dans le slip de l'un de ses employés, où Les Guignols doivent débiter du sketch pour faire rire en français, en espagnol et en mandarin, où il faut piocher les invités de ses émissions dans le catalogue maison, où le journalisme ne s'envisage qu'en vitrine corporate des productions estampillées Canal+, Vivendi, Universal, Havas, estampillées Bolloré.»

Un catalyseur pour d'autres mobilisations?

Affirmer sa solidarité avec les salariéEs d'i-Télé ne signifie pas

taire les critiques à l'égard de la chaîne, des orientations éditoriales ou des pratiques de certains de ses journalistes en vue. Il ne s'agit pas non plus de mêler sa voix à celles de certains éditorialistes qui se prennent soudain de passion pour les mobilisations de salariéEs... alors qu'ils n'ont de cesse, le reste de l'année, de les dénigrer. Mais refuser, au nom de ces critiques, de soutenir des journalistes, technicienEs, assistantEs... en lutte contre leur actionnaire et ses représentants, et qui ont déjà, à l'heure où nous écrivons, renoncé à deux semaines de salaire, est faire preuve d'une pseudo-radicalité à courte vue. S'empêcherait-on de soutenir des ouvriers de l'automobile, mobilisés pour améliorer leurs conditions de travail, sous prétexte que les voitures contribuent à polluer l'atmosphère? Une solidarité d'autant plus nécessaire que la grève à i-Télé est à replacer au sein d'un paysage médiatique où les mouvements de concentration sont de plus en plus inquiétants, et où les ingérences des actionnaires et des chefferies éditoriales sont de plus en plus fréquentes. Les motions de défiance se sont multipliées ces derniers mois, de l'Obs à France Télévisions, témoignant des inquiétudes d'un nombre toujours croissant de salariéEs des médias face aux pressions et aux dégradations des conditions d'exercice de leur profession. On ne peut dès lors que partager le souhait de l'observatoire des médias Acrimed : «la mobilisation en cours à i-Télé n'est pas une mobilisation isolée; gageons qu'elle servira de catalyseur à d'autres mobilisations dans le petit monde des grands médias, qu'ils soient publics ou privés». **Julien Depantin**



DR

ÉCHIROLLES (38) Une nouvelle illustration du permis de tuer offert à la police

Il semble en effet étonnant qu'une personne, visée par plusieurs armes dont un fusil d'assaut, braque sans raison un pistolet d'alarme vide... De même, il est difficile de croire que nulle autre façon de maîtriser un «forcené» n'existe en dehors de l'exécution directe : dans de nombreux pays, les agents de police apprennent à viser d'abord aux bras ou aux jambes, et la France est l'une des rares nations européennes où l'on s'entraîne à viser avant tout les parties vitales...

Car le problème de fond est bien là : celui du permis de tuer accordé aux flics, que beaucoup voudraient voir encore renforcé aujourd'hui.

Vendredi 28 octobre, un homme tombait, tué de cinq balles par des agents de la BAC venue régler un différent entre voisins. Le doute reste permis quant à la version policière qui annonce la légitime défense...

Ainsi, à peine les policiers ayant tué à Échirolles étaient-ils mis en garde à vue pour l'enquête (quelques heures...) que leurs collègues organisaient un rassemblement de soutien. Le signe qu'ils se sentent plus que jamais en situation de force pour imposer une impunité encore plus totale.

Justice pour toutes les victimes

Ici, nul ne doute que les policiers concernés seront innocentés : ils le sont dans bien des cas où l'assassinat

est pourtant évident, comme pour Ali Ziri, Rémi Fraisse ou Adama Traoré... Cette impunité offerte par la justice et le pouvoir politique est la véritable cause de tant de «bavures». Le climat liberticide actuel, l'état d'urgence, la «compréhension» des manifestations policières récentes affirmée par tant de forces politiques (de l'extrême droite, bien sûr, jusqu'à Mélenchon... et même Lutte ouvrière!), tout cela nourrit ce sentiment de toute-puissance policière. Celui-ci conduit nombre

de policiers à en demander encore plus : plus d'armes, plus d'entraînement, plus de droits... Nous devons au contraire y opposer l'exigence de justice pour toutes les victimes des bavures policières, la dissolution de la BAC et, en attendant de pouvoir se passer de ce corps de toute façon dangereux, imposer, exiger le désarmement de la police pour la plupart de ses missions, comme c'est par exemple le cas au Royaume-Uni. **Correspondant**

ÉLECTIONS

Quels enjeux dans les TPE?

Du 28 novembre au 12 décembre auront lieu les élections des représentants des très petites entreprises (TPE) ou micro-entreprises. Depuis des semaines, les responsables des confédérations sillonnent ces archipels d'un salariat complètement éclaté.

La définition légale fixe quatre catégories de taille d'entreprises : les micro-entreprises, les petites et moyennes entreprises (PME), les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises. La loi de modernisation de l'économie de 2008 distingue, au sein des PME, le sous-ensemble des micro-entreprises, constitué des entreprises qui, d'une part, occupent moins de 10 personnes et qui, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

SÉCURITÉ SOCIALE**Les maladies graves lourdement taxées**

Les soins en rapport avec une affection de longue durée (ALD) sont prétendument remboursés à 100%. Faux! Depuis 30 ans, diverses mesures s'ajoutant au ticket modérateur ont réduit pour tous les assurés sans exception les remboursements de la Sécurité sociale.

Aux suppléments d'honoraires des médecins en secteur deux et au forfait journalier pour les séjours à l'hôpital se sont ajoutés les franchises médicales sur les boîtes de médicaments, les actes paramédicaux, les transports sanitaires et les prélèvements forfaitaires sur les consultations et actes des médecins, les examens radiologiques, les analyses médicales... Ces franchises et forfaits ne sont pas remboursés par les mutuelles «responsables». Les autres mutuelles sont taxées et bien plus onéreuses.

Les dix millions de personnes en ALD paient des soins coûteux et ont recours plus fréquemment à des prestations médicales (kinésithérapie, matériel médical, soins dentaires et optiques mal remboursés...). La Sécu rembourse en moyenne 88% de leurs frais, soit un reste à charge de 1700 euros¹. Les complémentaires prennent en charge de 36 à 89% du coût restant. Les patients doivent aussi payer une mutuelle ou assurance toujours plus chères.

La santé plus chère ou le 100% Sécu?

En 2015, 45,9% des recettes de la branche maladie de la Sécu provenaient des cotisations sociales, la part socialisée des salaires. C'est encore trop coûteux pour les patrons et le gouvernement, toujours à la recherche permanente d'économies. Or les deux tiers des dépenses concernent les ALD. Des rapports, à la disposition sans doute du prochain gouvernement, préconisent de supprimer le dispositif des ALD. Les directions du trésor et de la Haute Autorité de santé proposent de mettre en place un plafond annuel de reste à charge pour uniquement quelques pathologies. La Cour des comptes demande un dispositif d'enveloppe globale et modulable limité aux maladies chroniques. La CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) veut revoir le périmètre des ALD en faisant sortir du dispositif certaines maladies, notamment les diabètes «sans complications». S'opposant au dogme libéral de la nécessaire limitation de la part des dépenses de santé dans le PIB, des associations, mutuelles, syndicats et partis (dont le NPA) débattent au sein du collectif Notre Santé en danger du remboursement à 100% de toutes les dépenses médicales utiles, autrement dit de la gratuité des soins et de la prévention. Tous préparent une campagne pour le 100% Sécu.

S. Bernard

1- Chiffre de l'observatoire citoyen des restes à charge (60 millions de consommateurs, collectif inter-associatif sur la santé...)



La bourse ou la vie? DR

BORDEAUX SANTÉ Plus d'un mois de grève à l'Ehpad Terre nègre!

Terre nègre est une maison de retraite privée à but non lucratif de 400 résidentEs et d'environ 200 salariées dont une centaine de soignantes.

Depuis le 27 septembre dernier, des salariées sont en grève, les soignantes en 10 heures font grève 5 heures par jour. Soutenues par une intersyndicale CGT-CFDT, elles revendiquent le remplacement de toutes les absences et l'équité dans les roulements : que les soirées (coucher des résidentEs) soient mieux réparties entre les salariées en 10 heures et 8 heures. Depuis l'instauration du planning actuel en mars dernier, les arrêts de travail se sont multipliés. Le soir, il n'y a souvent que deux aides-soignantes – au lieu de trois – pour coucher 65 résidentEs! La direction a aussi mis en place un protocole pour les toilettes en cas de manque de personnel (visage, mains et parties intimes), protocole que les soignantes refusent. C'est une maltraitance institutionnelle qu'elles dénoncent.

Maintenir la pression

Leur détermination a permis d'obtenir au forcing deux rendez-vous à l'agence régionale de santé, qui ont abouti à une mise en «vacances forcées»



Une détermination intacte! DR

du directeur de l'Ehpad! Elles ont aussi interpellé Alain Juppé... président d'honneur de cette maison de retraite, très «agacé» par cette situation qui fait localement beaucoup de bruit! Depuis vendredi 28 octobre, les négociations ont repris avec la DRH (réintégré par l'ancien directeur) et des représentants du conseil d'administration, adjoints de Juppé. Une partie des revendications des grévistes, le remplacement des absences et le paiement d'une partie des jours de grève, semble acquise, mais concernant le planning, la direction

propose un référendum demandant aux salariées de choisir entre un planning en 8 heures pour touTEs et les plannings des grévistes. Celles-ci ne reconnaissent pas ce référendum : cela fait maintenant plus d'un mois qu'elles disent clairement ce qu'elles veulent... Déterminées, elles poursuivent leur lutte, convaincues que seule leur pression compte. Au-delà de Terre nègre, c'est toute la santé qui est malade, faute de budget. Seule la ministre de la Santé, Marisol Touraine, se vante de la baisse du déficit de la Sécu. On voit à quel prix!

Isabelle Larroquet

TRAVAIL DOMINICAL Le reniement, c'est maintenant!

Tout ça pour ça! Alors qu'Anne Hidalgo n'avait pas de mots assez durs pour fustiger la loi Macron puis que le Conseil constitutionnel, saisi par la ville, lui avait donné raison, la maire de Paris a fait savoir qu'elle comptait octroyer le nombre maximum, soit douze, de dimanches annuel d'ouverture des commerces pour 2017...

C'est vrai que les choses avaient mal commencé : la mairie, après avoir récupéré cette compétence à l'instar des autres municipalités, avait fait adopter le mois dernier, en dehors de toute base légale, un arrêté pour sécuriser les ouvertures dominicales restantes pour l'année 2016. La municipalité motive son revirement par la nécessité de permettre aux commerçants de faire face à la concurrence générée par les zones touristiques internationales, ouvertes, elles, chaque dimanche. Or force est de constater que beaucoup de magasins dans ces zones ont encore leur rideau baissé... en raison de la résistance des salariéEs concernés et de leurs syndicats. Plus encore, alors que la fréquentation commerciale est en baisse, en particulier suite aux craintes des touristes, l'intérêt purement économique d'étendre davantage les horaires, de surcroît avec le coût supplémentaire que cela entraîne, est nul.

Une majorité municipale en ébullition

Outre la bouillonnante Danielle Simonnet, seule élue PG de la capitale, les groupes PCF et ÉELV n'ont pas manqué de monter au créneau pour s'offusquer de la mesure. La bataille se cristallisera à l'occasion du prochain conseil de Paris, prévu du 7 au 9 novembre, qui doit avaliser la mesure. Les arguments des éluEs précités ne manqueront pas de résonner dans l'enceinte, et le CLIC-P, l'intersyndicale du commerce parisien, est bien décidé à se faire entendre, y compris en manifestant le jour J.

Il est de plus question de créer une nouvelle zone touristique dénommée Vill'Up située dans l'enceinte de la Cité des sciences dans le 19^e arrondissement. Là aussi, la mairie dit oui... mais la riposte se prépare au plan local. L'enjeu est loin d'être mince : par petites touches, c'est bien à la généralisation du travail dominical et nocturne à laquelle on assiste, ce qui aboutira à sa banalisation pour les salariéEs concernés. Face à Hidalgo qui a choisi le camp des patrons des grandes enseignes, les travailleurs du commerce doivent reprendre le flambeau de la lutte!

Laurent Degouée



J'vous jure, pas de travail le dimanche... DR

Répartition des entreprises selon la taille en 2012 (en nombre et en pourcentage des entreprises)

Tailles des entreprises	Nombre d'entreprises	Pourcentage
0 salarié	2 418 176	67,10%
De 1 à 9 salariéEs	980 655	27,21%
De 10 à 49 salariéEs	170 211	4,72%
De 50 à 199 salariéEs	26 935	0,75%
De 200 à 499 salariéEs	5 047	0,14%
De 500 à 1999 salariéEs	2 163	0,06%
Plus de 2 000 salariéEs	511	0,0014%
Total des entreprises	3 603 698	100%

Répartition des salariéEs par taille d'établissement fin 2011 (en pourcentage des effectifs totaux)

De 1 à 9 salariéEs	De 10 à 49 salariéEs	De 50 à 199 salariéEs	De 200 à 499 salariéEs	500 salariéEs et plus
22,8%	28,8%	24,9%	12,3%	11,1%

Sur près de 18 millions de salariéEs dans le privé, 4,5 millions sont concernés par cette élection. Les salariéEs employés par des particuliers représentent 4,5%

de ces 18 millions, soit en 2013 1,4 million de salariéEs (87% de femmes) pour un peu plus de 2 millions d'employeurs. Ils travaillent à temps plein ou quelques heures par mois, avec un salaire moyen annuel n'excédant pas 6 000 euros. Dans le secteur de la coiffure, 99% des entreprises ont moins de 11 salariéEs. En 2014, près de 13,8% des salariéEs des TPE étaient en CDD, contre 7,6% de ceux des entreprises de 10 salariéEs ou plus, soit près du double. Dans 46% des cas, il s'agissait d'emplois aidés (ce qui représentent 25% du total des emplois aidés).

Lutte de classes ou lutte de place?

L'éclatement de ce salariat rend difficile la construction de collectifs de défense – même minimale – des conditions de travail, des rémunérations, de toutes les

formes de pression, de harcèlement. Le fait syndical est largement étranger à ces catégories. Pourtant, les résultats de ces élections fixeront la composition des commissions paritaires interprofessionnelles (CPRI) chargées de régler les litiges entre salariéEs et employeurEs des TPE. Ils entreront dans le calcul de la représentativité à l'échelle nationale pour laquelle la CGT et la CFDT vont se disputer la première place en 2017. Et de fait, cela devient le principal enjeu de cette élection. C'est aussi sur cette base que seront désignés les conseillers prud'homaux.

Il y a quatre ans, lors de sa première édition, seuls 10,38% des salariéEs concernés avaient voté... Le vote a lieu par correspondance ou par voie informatique, et les salariéEs choisiront entre des listes ne comportant

qu'un sigle (CGT, CFDT, FO, UNSA et Solidaires), sans présence de noms de salariéEs des entreprises. Une élection qui débouche donc sur la désignation de représentants syndicaux désignés par les confédérations, des technicienEs du syndicalisme... À l'opposé du travail de fournis des militantEs d'unions locales souvent en conflit avec des structures professionnelles qui cherchent à «faire du chiffre» en nombre d'adhérentEs... Cependant, dans le contexte post-mobilisation contre la loi travail, c'est aussi la perception d'une partie importante du salariat qui va ainsi être mise en évidence. Et donc une certaine validation de la radicalité affirmée de la CGT, Solidaires et FO, ou l'acceptation du moins-disant social de la CFDT et de l'UNSA.

Robert Pelletier

Les comités en action!

Finistère Semaine de solidarité avec les migrantEs! Répondant à l'appel de solidarité avec la « jungle » de Calais, lors de la grande déambulation du 8 octobre sur la ZAD, l'inter-comité NDDL 29 a appelé à répondre par des rassemblements dans les villes du Finistère dès le début de l'expulsion des migrantEs à Calais. C'est donc dès le début de la semaine dernière que se sont organisés des rassemblements de protestation contre l'expulsion et pour la libre circulation et installation des migrantEs partout sur le territoire, sachant que déjà de fortes mobilisations s'étaient tenues en Bretagne contre la haine et le racisme. À Morlaix, une trentaine de personnes se sont réunies. À Douarnenez, c'est devant le local du PS qu'une cinquantaine de personnes ont donné de la voix et ont manifesté, rejetant les fausses solutions d'un gouvernement qui ne cesse de mentir. À Quimper, dès le mardi, plus d'une cinquantaine de personnes se sont groupées devant la préfecture, en présence de camarades de la FSU, de Solidaires, de la CNT, d'Ensemble et du NPA, avec l'apport important de membres d'associations de solidarité aux migrantEs et de jeunes du groupe Antifa très présents et très actifs. À cette occasion, il faut rappeler que nous dénonçons à la fois l'accueil indigne dans des bidonvilles tout autant que l'expulsion sans avenir.



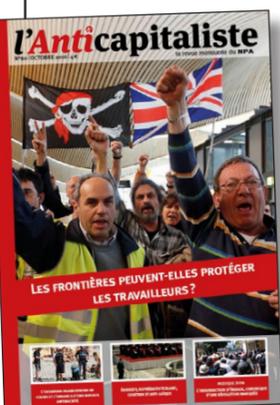
DR

Ces divers rassemblements ont tous appelé à une nouvelle manifestation à Quimper, qui a eu lieu le samedi 29 octobre. Le NPA 29 et Ensemble Cornouaille, seules organisations politiques présentes, ont appelé à soutenir et à participer à ce rassemblement dans un communiqué commun dénonçant l'attitude honteuse et mensongère du gouvernement et se prononçant clairement pour la liberté de circulation et d'installation de tous les migrantEs sur le territoire.

Et une fois de plus samedi dernier, nous étions donc près d'une centaine devant la préfecture de Quimper à ne pas oublier le sort fait aux réfugiés et aux personnes migrantes. Pendant près de deux heures, avec banderoles, chansons et témoignages, nous avons tenu le pavé, tout en rappelant la solidarité concrète qui se manifeste auprès de celles et ceux arrivés en Finistère comme cela se passera ce dimanche à Fouesnant, auprès des migrantEs qui viennent d'arriver.

Une belle semaine de solidarité, même si une série d'absences syndicales et politiques ne peut que nous laisser dubitatifs, voire inquiets...

L'Anticapitaliste la revue Le n°80 toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
Cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

C'est la saison de la chasse aux signatures...

La chasse aux parrainages pour la candidature de Philippe Poutou, c'est un marathon de longue haleine, dans lequel nous sommes lancés depuis le mois de mai...

Mis à part un certain nombre d'élus qui ont renouvelé leur promesse de parrainage, comme ils/elles l'avaient déjà fait en 2012 pour Philippe Poutou, voire pour certainEs en 2007 pour Olivier Besancenot (2002 même pour quelques-unEs...), la réponse la plus fréquemment entendue est « *Je ne sais pas quoi faire, repassez plus tard!* » Une réponse qui peut parfois déprimer les militantEs (surtout quand elle arrive après une discussion intéressante), puisque cela veut dire des « tournées supplémentaires » à effectuer, et donc des centaines de kilomètres, de nouvelles journées, pour décrocher les 500 parrainages dont nous avons besoin pour avoir le droit de faire entendre, à travers la voix de Philippe, les idées du NPA. Mais pourtant une réponse profondément sincère qui exprime clairement le désarroi des élus locaux face à l'arène politique qui ressemble, chaque jour un peu plus, à un champ de ruines. Et c'est bien cette situation politique instable et mouvante qui rend la candidature du NPA plus nécessaire et utile, et qui la rendra également possible quand les élus vont prendre la mesure de la Bérézina aussi bien de la droite institutionnelle que de la « gauche » qui se veut de « gouvernement » et de leur incapacité à ne serait-ce que limiter la montée électorale de l'extrême droite.

La route est encore longue mais...

En effet, pour nombre de maires de petites communes rurales qui



Derrière la porte, un parrainage? PHOTO THÉRIÈRE ROUGE / MILO

se situent à droite sur l'échiquier politique, le spectacle des pri-

maires – où les candidatEs à la candidature, tous et toutes sur le terrain de l'identité nationale, rivalisent de projets de destruction

des services publics – est une catastrophe. Car pour celles et ceux qui doivent répondre quotidiennement aux conséquences de la casse des services publics qui marginalisent et enclavent un peu plus la population rurale, il est évident que moins d'enseignantEs, moins d'hôpitaux de proximité, moins de service postal, et la perspective de transformer les privéEs d'emplois en auto-entrepreneurs innovants, est le plus court chemin pour faire monter encore le FN.

Quant aux élus de gauche, la débâcle gouvernementale qui mène à l'implosion du PS les livrent à eux-mêmes. Nous ne sommes plus du tout dans la situation d'il y a cinq ans, lorsque les conseils départementaux et régionaux tenus par le PS (en alliance ou pas avec le PCF et EÉLV) mettaient la pression sur eux afin d'empêcher l'expression de petits candidatEs de gauche à la présidentielle qui se préparait. La détermination des militantEs du NPA à se faire entendre dans cette campagne peut faire écho à leurs convictions profondes, galvaudées et trahies par les gouvernements Hollande depuis 2012. Enfin, les tergiversations du PCF qui multiplie les conférences pour décider de ne pas trancher, laissent en suspens les élus qui lui sont proches. Et lorsqu'elle tombera, la décision finale nourrira de nombreux mécontentements. D'où l'enjeu d'engager dès maintenant avec ces élus des discussions qui pourront déboucher sur des parrainages. Alors, les routes sont longues, souvent sinueuses dans les campagnes, mais nous avons toutes les raisons de penser que nous pouvons franchir cette étape des signatures, obstacle encore plus antidémocratique, quand on voit le spectacle lamentable offert par tous ces guignols qui, eux, n'auront pas le moindre effort à faire pour obtenir leurs parrainages...

Cathy Billard

Souscription

Suivez l'argent!

Comment ça rentre?
Comment ça sort? Et
pourquoi aider le NPA?

D'où vient-il?

Le NPA n'a que deux sources de financement : les cotisations versées par ses membres, et les dons versés par ses sympathisantEs... et par certains de ses membres. Eh oui, certains d'entre eux donnent un petit plus en fin d'année. N'ayant pas récolté plus de 1% des suffrages dans 50 circonscriptions lors des dernières législatives en 2012, soit le ticket d'entrée pour commencer à toucher l'aide de l'État, le NPA ne touche plus un centime d'argent public, comme ce fut le cas de la LCR puis du NPA entre 2007 et 2012. Le NPA se retrouve donc dans une situation de totale indépendance financière... Mais celle-ci a, si l'on ose dire, un coût. Car si le NPA n'a jamais voulu construire son budget courant à partir de l'aide publique de la

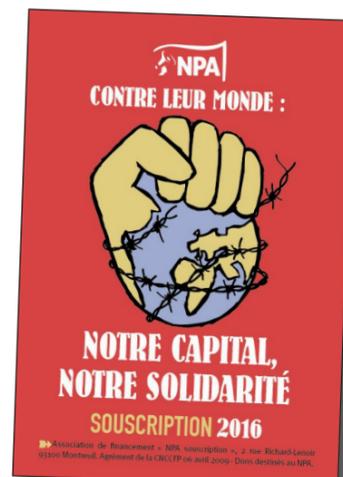
législature 2007-2012, pour justement préserver son indépendance structurelle vis-à-vis de l'État, celle-ci lui donnait une réelle marge de manœuvre. La philosophie était donc globalement la suivante : l'argent des militantEs et sympathisantEs allait au budget courant, l'argent de l'État « revenait » à l'État dans le cadre des différents suffrages.

Dépourvu d'aides depuis 4 ans, le NPA est donc structurellement en capacité d'assurer ses dépenses courantes. Rien de plus. Nos recettes couvrent donc tout juste nos dépenses. Et nous n'avons pas de trésor de guerre. En clair, les sous sortent littéralement au fur et à mesure qu'ils entrent...

Où va-t-il?

Pour fonctionner, notre parti doit imprimer un journal hebdomadaire et une revue mensuelle, des tracts, des affiches, des autocollants, et des brochures. Il doit aussi en payer le transport et la diffusion. Si la quasi-totalité des tâches sont prises

en charge bénévolement, et ce à tous les niveaux, il doit malgré tout rémunérer quelques permanents indispensables au niveau central. Nos modestes locaux doivent être assurés, entretenus, leurs charges payées. Des salles et du matériel de sonorisation doivent être loués pour nos meetings.



Des commissaires aux comptes doivent être payés pour certifier nos comptes annuels, étape légalement indispensable.

Poste coûteux, les déplacements des militantEs pour les réunions internes, comme ceux de nos porte-parole, doivent être remboursés. Et pourtant, tout le monde voyage en classe éco, personne ne se fait rembourser le moindre sandwich... Et bien sûr, les communications doivent être réglées, des consommables en tout genre doivent être commandés pour « faire tourner la boutique ».

Et que dire des frais de justice qui pourraient se multiplier en ces temps de régression démocratique généralisée?

Redisons-le : si toutes ces dépenses courantes sont aujourd'hui couvertes, tout se joue sur le fil, tout est calculé au minimum, sans trésorerie. Chacun de vos euros est donc précieux pour couvrir ce budget frugal... Et plus si possible!

Sylvain Madison

POUR DONNER...

En ligne : <https://souscription.npa2009.org>

Par chèque (à l'ordre de NPA souscription) :
NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil

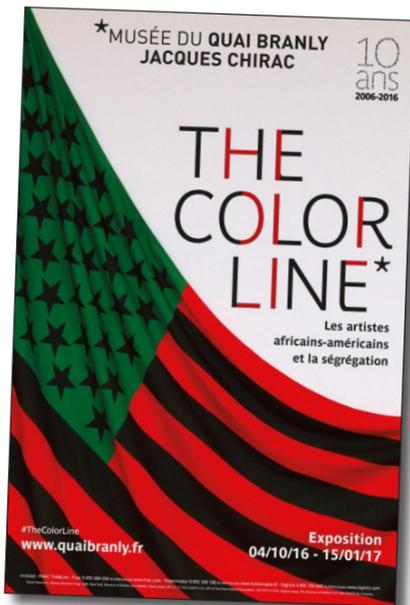
Exposition

« The Color Line. Les artistes africains-américains et la ségrégation »

Au musée du Quai Branly (Paris) jusqu'au 15 janvier 2017

Le titre de l'exposition, la « Color Line », est repris d'un article de Frederick Douglass, ancien esclave américain (1817-1895). Elle symbolise la ségrégation des Noirs aux États-Unis, après la guerre de Sécession et la fin officielle de l'esclavage en 1865.

L'exposition compte 600 œuvres d'une richesse exceptionnelle. À travers beaux-arts, littérature et cinéma, elle retrace un pan important de l'histoire américaine, qui résonne encore très fortement aujourd'hui. Après l'abolition officielle de l'esclavage, une série de lois votées dans les États du Sud, ex-esclavagistes, instaurent en effet une stricte séparation raciale, qui ne sera abolie qu'en 1964, par le Civil Rights Act ! Pendant plus d'un siècle après la fin officielle de l'esclavage, les Noirs ont ainsi été discriminés légalement. Et ensuite, même si en théorie, l'égalité des droits avait été acquise, la discrimination n'en subsista pas moins, essentiellement sur le plan économique. On voit aujourd'hui le résultat de ces politiques, avec les meurtres de Noirs par la police et le développement en riposte, du mouvement Black Lives Matter. L'exposition retrace les différents épisodes des 150 années de combats des Noirs pour conquérir



l'égalité des droits. Un combat hélas loin d'être terminé ! De nombreuses photographies, affiches, journaux, peintures, extraits de films, émaillent le parcours des 12 murs documentaires avec vitrines. Les premiers espoirs au lendemain de la guerre de Sécession sont vite

éteints avec la mise en place de la séparation des « races » et le principe du « separate but equal ». Tout est alors bon pour justifier la ségrégation, de la Bible au music-hall...

Le crime raciste en spectacle...

Le personnage du Noir insouciant et fainéant, Jim Crow, donnera son nom pour désigner la législation sur la ségrégation. Suit ensuite évoqués le retour des soldats noirs de la Première Guerre mondiale, le boycott des autobus, avec la célèbre figure de Rosa Parks qui refusa de céder son siège à un Blanc, et diverses luttes pour les droits civiques, avec l'évocation bien sûr de figures comme Martin Luther King, Malcolm X, les Black Panthers et Angela Davis (notamment).

Particulièrement effrayante est la salle où sont exposés les lynchages, où l'on découvre avec stupeur des affiches convoquant à ces crimes comme à un spectacle, et des cartes postales où l'expéditeur pose près d'un Noir pendu.

L'exposition s'appuie sur les œuvres des artistes de l'époque, notamment ceux de Harlem Renaissance dans les années 1930. Parmi eux, citons le peintre Aaron Douglas, devenu

marxiste, et qui peint de magnifiques toiles et peintures murales dans lesquelles il revisite la période esclavagiste. Les migrations massives du Sud rural au Nord industriel font aussi l'objet de peintures. L'émancipation par le sport est également bien montrée à travers de très nombreux documents.

On l'aura compris, une exposition très complète et riche. À voir absolument.

Régine Vinon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

DVD

La fête est finie de Nicolas Burlaud

Colette Renard chantait « Tais-toi Marseille, tu cries trop fort. »

Eh bien les moutons qui longent le vieux port, lors du lancement de Marseille capitale de la culture 2013, sont bien le symbole de ce à quoi on a voulu réduire les Marseillais : un troupeau obéissant et silencieux. La culture aura été l'alibi ultime, elle a réussi ce que Gaudin, la chambre de commerce et le groupe d'immobilier commercial voulaient : aménager, gentrifier, nettoyer... Les touristes sont les rois, les jeunes des quartiers nord n'osent plus descendre en ville, la santé comme partout préoccupée, l'ancien Hôtel-Dieu devient un hôtel 5 étoiles, la rue de la République est achetée par un fond de pension, les locataires « sociaux » expulsés...

La culture est le cheval de Troie, une métaphore filée tout au long du documentaire où l'on voit les foules se presser pour voir les chars du défilé, représentant tous les symboles du passé maritime et industriel de la ville... qui sont en train d'être enterrés. On danse et on se réjouit d'un musée de la Méditerranée. Musée ou tombeau ? La ville est devenue une marchandise et des Marseillais innocents se sont portés bénévoles pour aider à cette mutation. Dans les quartiers aussi, on amène cette culture à paillettes, mais seulement pour des événements précaires. Demain le couvercle retombera et les problèmes permanents continueront à servir les intérêts des politiques de tous bords...

Un excellent documentaire, qui confirme que Marseille ne se tait toujours pas !

Catherine Segala

Pour acheter le DVD (15 euros port compris) : <http://lafeteestfinie.primitivi.org>
 Pour programmer le film ou distribuer le DVD : lafete@360etmemeplus.org



Cinéma

Food Coop de Tom Boothe

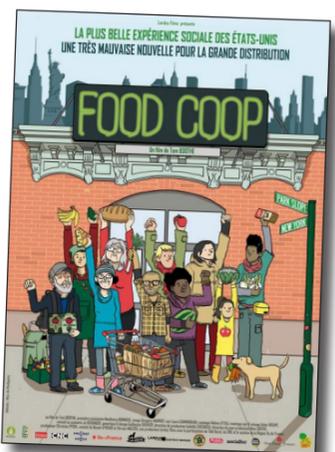
Sortie le mercredi 2 novembre

Depuis 1973 à Brooklyn / New York, la Park Slope Food Coop permet à ses coopérateurs de s'approvisionner en produits, essentiellement alimentaires, de qualité au meilleur coût. De 10 au départ, ils sont aujourd'hui 17 000 membres/propriétaires. La règle du jeu est de payer une cotisation d'adhésion, mais surtout de participer. Tous les postes de ce supermarché hors du commun sont tenus à tour de rôle par les coopérateurs, à raison de 2h 45 par mois. La non-participation est un motif d'exclusion. Aux États-Unis où il est encore plus difficile qu'en France de trouver de bons produits qui ne sortent pas des usines des multinationales, cette réussite est exemplaire et symptomatique du

besoin de bien vivre qui émerge en réponse à la pression du capitalisme. Dans ce documentaire, Tom Boothe et sa caméra nous frayent un chemin dans les allées de cette véritable institution qu'est devenue la Park Slope Food Coop, à la rencontre des coopérateurs dans leur quotidien. Ce très bon film couvre bien tous les aspects d'une aventure humaine coopérative dans son contexte de tension sociale, et montre comment l'esprit qui anime la Park Slope représente un potentiel de changement, avec un projet idéaliste qui invite à l'optimisme.

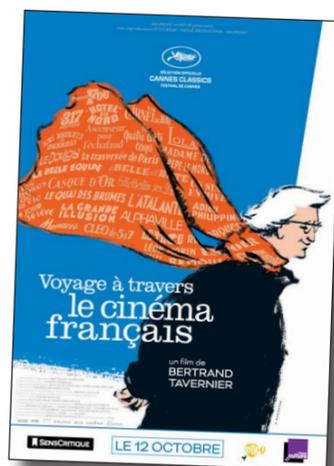
Le plus difficile à gérer dans une Food Coop reste le mix entre un droit d'entrée qui permette à toutes de venir et la nécessité de s'y impliquer. Pas d'illusion quand même sur l'engagement politique : beaucoup viennent d'abord pour bien se nourrir, pas pour lutter contre le grand capital... Mais le phénomène reste infiniment réjouissant. Et une nouvelle culture est en gestation. À Paris depuis 2014, il existe aussi une coopérative, à La Goutte-d'Or (18^e), Coopaparis, rassemblant plus de 500 membres. Une autre est en projet dans le 12^e arrondissement, et Tom Boothe, le réalisateur, est l'un des fondateurs de La Louve, qui ouvre ses portes à Paris dans le 18^e. Et en régions, cinq projets de food coop sont en cours : à Bordeaux, Montpellier, Toulouse, Lille et Lyon. À suivre.

Catherine Segala



Voyage à travers le cinéma français de Bertrand Tavernier

Sortie le mercredi 12 octobre



Dans ce documentaire, cet érudit, ce réalisateur passionné de cinéma, nous emmène depuis les débuts du parlant jusque dans les années 1970. On n'est pas déçu par le résultat. Les choix qu'il fait sont ceux qui ont marqué sa propre histoire, depuis l'enfance : les films qu'il allait voir pendant les heures de cours qu'il séchait, les revues sur le cinéma qu'il éditait à l'université, son travail de critique, d'assistant ensuite, ce qui l'a conduit jusqu'à la réalisation. Certes il oublie du monde dans sa sélection et pas des moindres, mais son travail n'est pas une encyclopédie mais sa vision personnelle sélective.

Le film dure trois heures mais la balade dans le temps est passionnante et on ne le voit pas passer. Acteur lui-même, il parle face à la caméra, avec l'humour qu'on lui connaît. Une façon de mettre en scène son strabisme divergeant, un œil qui vous parle, l'autre qui explore son sujet à la recherche d'une pépite à faire découvrir. Et il y en a. Ses auteurs, ses acteurs, ses musiciens, ses chefs opérateur se bousculent sur l'écran en une multitude de séquences qu'il nous restitue : Jean Renoir, Jacques Becker, Julien Duvivier, Jean Carné, Jean-Pierre Melville, Eddy Constantine, Jean Gabin, Louis Jouvet, Arletty, Simone Signoret, Romy Schneider, Michel Simon, Jean Vigo, Joseph Kosma, Alexandre Trauner et tellement d'autres... Un sentiment de frustration né de ces films à peine évoqué qu'on voudrait revoir, d'autant plus qu'ils ont été totalement rénovés, ce qui assure du coup une « présence » accrue des acteurs sur l'écran. C'est Jean Gabin qui tire son épingle du jeu dans le panthéon de Tavernier. Il nous fait sentir comment cet acteur a su personifier l'état d'esprit de la population ouvrière d'avant-guerre en marche vers le Front populaire.

Bref, un documentaire de pur bonheur qui annonce une suite. Jean-Marc Bourquin

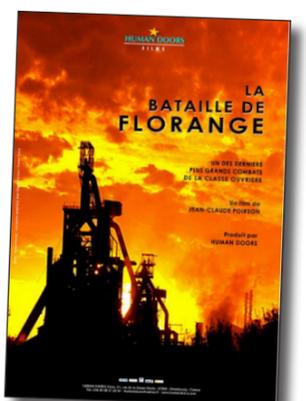
La bataille de Florange de Jean-Claude Poirson

Sortie le mercredi 26 octobre

Ce film documentaire retrace la lutte des salariés d'Arcelor à Florange contre leur patron, le géant international de l'acier Laskhmi Mittal. Le film suit les ouvriers dans leurs actions (locaux mais aussi la marche de plus de 300 kilomètres sur Paris) et les négociations avec l'État et les représentants locaux de l'entreprise. Il montre l'inventivité et la fraternité durant la lutte, mais aussi les contrecoups douloureux sur la vie personnelle des plus mobilisés.

Les images illustrent les promesses non tenues des deux présidents successifs, Sarkozy à Gandrange et Hollande à Florange : les deux derniers hauts fourneaux de Lorraine sont désormais éteints... Elles montrent aussi que, grâce à leur lutte, les sidérurgistes ont réussi à limiter les dégâts : une partie des emplois a été préservée et Arcelor a développé d'autres fabrications. Mais, sur le plan politique, la désespérance a porté le Front national à la mairie de Hayange...

Mais le film laisse perplexé par la tendance de la caméra à se braquer quasi exclusivement sur les gilets oranges de la CFDT : si celle-ci a, avec Édouard Martin, joué un rôle important dans le conflit, on ne saura presque rien sur les discussions entre salariés, le fonctionnement de l'intersyndicale... On pourra aussi discuter le bilan tiré en terme d'emplois. Quant à l'épilogue sur l'élection d'Édouard Martin... comme député européen PS, il n'était sans doute pas nécessaire. Ou alors pas sous cette forme... Henri Wilno



« Qualifier de colossale la richesse que nous créons au quotidien chez McDo est un euphémisme »



Entretien. Ce mercredi 26 octobre avait lieu une journée de grève et d'action dans les restaurants McDonald's. À cette occasion, nous avons rencontré **Gilles Bombard**, secrétaire général du syndicat CGT McDonald's Paris Île-de-France. Pour nous, il revient sur les raisons du mouvement et ses perspectives.

Peux-tu nous en dire plus sur les conditions de travail chez McDonald's ?

Ces dernières années, les nouvelles technologies ont fait leur entrée de manière fracassante, aussi bien au sens propre qu'au sens figuré. Les bornes automatiques ont remplacé les caissierEs et les méthodes de production ont considérablement changé, le tout dans une logique purement taylorienne où l'autonomie du salariéE demeure quasi inexistante.

Les faits et gestes obéissent à un impératif d'efficacité, nous répétons les mêmes mouvements dans le cadre d'un travail à la chaîne intensif pendant trois heures non-stop, le temps d'un rush (midi et soir, voire l'après-midi dans beaucoup de restaurants situés en centre-ville). Le stress est permanent dans la mesure où, si la cadence ne permet pas de servir convenablement les clients, nous aurons à subir les humeurs de ces dernierEs.

Les horaires de travail sont également un point noir pour certains, surtout pour les managers qui sont dans l'impossibilité de trouver un rythme de sommeil équilibré. Après trois fermetures consécutives à 2 heures du matin, il est fréquent qu'ils enchaînent le surlendemain avec trois ouvertures d'affilée à 7 heures du matin et vice-versa... Physiquement éprouvant, psychologiquement usant, il suffit de quelques années dans ces lieux de travail pour voir l'apparition de troubles musculo-squelettiques et de burn-out.

Si le travail en lui-même est devenu de plus en plus pénible, l'environnement dans lequel il s'effectue varie selon la capacité des personnes à s'organiser et à se faire respecter. Il est possible d'avoir affaire à des représentants de la direction qui se prennent pour des petits chefs... et qui vous feront état de leur gratitude en vous offrant un verre d'eau à la fin du rush si le chiffre d'affaires est au rendez-vous.

Quelles sont donc les revendications portées par les salariéEs ?

Nous portons une thématique revendicative intitulée « Relocalisons les profits pour de meilleurs salaires ». Il y a tant à revendiquer chez McDonald's... Mais il nous semblait important de revenir aux fondamentaux en donnant la priorité aux salaires.

En moyenne, à peine 15% des effectifs sont à temps plein dans toute l'enseigne, ce sésame étant réservé le plus souvent aux agents de maîtrise et cadres. Si certains jeunes étudiantEs choisissent le temps partiel, une très large population le subit avec une rémunération basée sur le taux horaire du SMIC. Pour ceux qui travaillent

chez McDo pour vivre ou survivre, la direction ne leur proposera pas plus de 24 heures/semaine, arguant du fait que les heures d'affluence de la clientèle sont concentrées sur le midi et le soir, et qu'un temps plein ne répond donc pas aux attentes de l'entreprise. Un système qui précarise automatiquement le salarié qui, avec 770 euros net par mois (24 heures/semaine au SMIC), n'est pas en capacité de se loger et hésitera longuement à aller voir un médecin pour s'arrêter en cas de maladie.

Qualifier de colossale la richesse que nous créons au quotidien chez McDo est un euphémisme. En termes de partage des richesses, nous considérons qu'un salaire de base à 13 euros/heure est une revendication totalement justifiée. Elle s'inscrit dans un contexte de lutte où nos camarades américains ont obtenu aux États-Unis grâce à leur combat un salaire de 15 dollars/heure, contre 7 dollars auparavant.

Nous arrivons à démontrer que de telles augmentations n'ont rien d'impossible pour cette multinationale qui délocalise ses profits au Luxembourg afin de ne pas payer en totalité l'impôt sur les sociétés. Il s'agit là aussi d'un axe fort de notre lutte. Nous sommes à l'initiative de la plainte pour blanchiment de fraude fiscale en bande organisée contre l'enseigne, par le biais d'un comité d'entreprise régional, après de longues années de batailles pour obtenir une majorité au CE. Le groupe McDonald's recherche les profits en organisant les pertes de ses propres établissements, ce qui

est paradoxal, mais nous sommes au cœur de techniques de maximisation sauvage des profits qui consistent à appauvrir les salariéEs et l'ensemble de la collectivité, le tout avec les nombreuses aides financières de l'État. Le fait de ne pas déclarer de bénéfices nous pénalise, d'une part en tant que travailleurEs car nous ne touchons aucune prime de participation, d'autre part en tant que citoyens puisque la diminution des recettes fiscales équivaut à une destruction des services publics...

Philippe Poutou était venu vous soutenir en mars dernier. Depuis, comment ont évolué le mouvement et la grève ?

Philippe Poutou est même venu nous soutenir à deux reprises ! Nous lui en sommes reconnaissants. Face aux moyens d'une telle multinationale, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues, et il est très appréciable de donner le tournis aux cadres se dévouant corps et âme pour l'enseigne... et qui voient débarquer dans leur propre restaurant la CGT McDonald's et un candidat à la présidentielle.

Le premier mouvement du mois de mars a été suivi d'une quinzaine de journées de grèves jusqu'au mois de juillet, avec un nombre de manifestantEs très variable, et malheureusement un rendez-vous manqué dans le McDonald's de la Fan Zone du Champ de Mars pendant l'Euro de football, où les policiers nous attendaient en masse pour nous éjecter en un temps record. Certains blocages ont été de vrais coups de force, à

l'image du McDonald's de Saint-Brice dans le Val d'Oise, où 85% des salariéEs se sont mis en grève et avaient 22/23 ans de moyenne d'âge. Pour beaucoup, il s'agissait évidemment de leur première grève, et quelques petites avancées ont eu lieu.

À travers ces semaines, McDonald's a fait de la communication... en ne communiquant pas sur un sujet où tout les accable. Mais le contexte n'est plus du tout le même car ces actions ont permis de faire en sorte que l'alliance des mots McDonald's, fraude fiscale et mobilisations ne soit plus étrangère dans l'esprit des personnes.

La trêve estivale ne nous a pas déçu, beaucoup de camarades avaient en plus des grèves McDo cumulé les mobilisations contre la loi El Khomri, les fiches de (non-) paie commençaient à peser...

Dès la rentrée, plusieurs réunions ont eu lieu pour déterminer les suites à donner à ce mouvement. Il en est ressorti une forte envie de franchir un cap dans la mobilisation.

La journée d'action du 26 octobre a-t-elle ouverte de nouvelles perspectives ?

Cette lutte a un bel avenir. Le fait d'avoir des soutiens toujours aussi nombreux, notamment ceux des organisations de jeunesse et militantes venues massivement nous aider, laisse la porte grande ouverte à ce mouvement jusqu'à ce que l'expression « dialogue social » prenne un sens...

Propos recueillis par Victor Müller

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Humanité.fr NOUS SOMMES TOUS MOUHCINE. Mouhcine

Fikri, un marchand de poisson d'une trentaine d'années est décédé vendredi soir à Al-Hoceima (nord), dans le Rif, happé par une benne à ordures alors qu'il tentait de s'opposer à la saisie et à la destruction de sa marchandise.

« Le Maroc en état de choc. La mort affreuse du vendeur de poisson fait pleurer le Rif et indigné les Marocains », résumait en une lundi le quotidien Akhbar Alyoum. « Qui a écrasé Mouhcine ? », s'interrogeait Al-Ahdath. L'horrible cliché de Mouhcine Fikri gisant inanimé, la tête congestionnée et un bras dépassant du mécanisme de compactage de la benne, fait la une de toute la presse, à côté des photos des manifestations d'indignation et de l'immense foule ayant accompagné ses funérailles.

Dimanche, des milliers de personnes ont participé dans le calme à l'enterrement de Mouhcine Fikri, puis se sont rassemblées à nouveau dans la soirée dans le centre d'Al-Hoceima, une ville côtière d'environ 55 000 habitants dont les rues étaient noyées par la foule. [...]

Des manifestations de moindre ampleur ont eu lieu dans plusieurs autres villes du Rif, mais aussi – fait peu ordinaire – à Casablanca, Marrakech et Rabat, où près de 2 000 personnes ont défilé au cri de « Nous sommes tous Mouhcine ! », a-t-on constaté. Militants de la cause amazigh (berbère), de partis de gauche ou encore islamistes du mouvement « Justice et bienfaisance », tous exigeaient au nom du « peuple » la vérité sur l'incident.

Aucun nouvel appel à manifester n'a été lancé, mais un « comité de soutien » à Mouhcine Fikri devait se réunir dans la journée à Al-Hoceima, après l'arrestation de trois proches de la victime, selon un militant associatif local.

« Maroc. "qui a écrasé Mouhcine", le vendeur de poisson ? », avec l'AFP, lundi 31 octobre, Humanite.fr

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org